

# Diagnostic ESS

Département de l'Ain

AGLCA

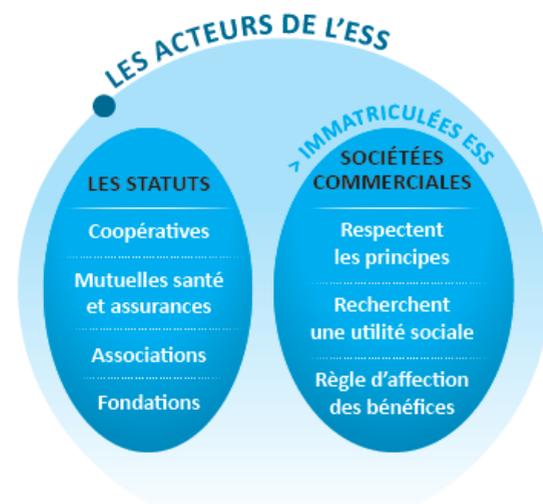


<u>PÉRIMÈTRE de l'ESS.....</u>	1
<u>CARTE D'IDENTITÉ.....</u>	2
- <u>Département de l'Ain.....</u>	3
- <u>CA du Bassin de Bourg-en-Bresse.....</u>	5
- <u>CC Bugey Sud.....</u>	7
- <u>CC Plaine de l'Ain.....</u>	9
<u>CHIFFRES CLÉS ESS - Département de l'Ain.....</u>	11
<u>ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'ESS.....</u>	12
<u>LES STATUTS ESS.....</u>	13
<u>LES SECTEURS D'ACTIVITÉS DE L'ESS .....</u>	15
- <u>Focus Action Sociale.....</u>	17
<u>TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS ESS.....</u>	19
<u>TYPES DE CONTRATS DANS L'ESS.....</u>	19
<u>ANALYSE DE L'EMPLOI ESS.....</u>	20
<u>FOCUS ASSOCIATIONS (employeuses) .....</u>	21
<u>FOCUS COOPÉRATIVES.....</u>	27
<u>LES ENTREPRISES DE L'ESS.....</u>	32

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) est un mode d'entreprendre défini par la loi du 31 juillet 2014. Elle regroupe des structures qui partagent des caractéristiques essentielles inscrites dans leurs statuts :

- un projet économique au service de l'intérêt collectif
- une éthique en matière de redistribution des bénéfices : l'argent est majoritairement reversé dans l'entreprise
- une gouvernance démocratique : 1 personne = 1 voix et les dirigeants sont élus par les associés/adhérents/sociétaires
- une dynamique de développement fondée sur l'ancrage territorial et le pouvoir d'agir des citoyens

L'ESS se place comme un moyen au service de la société, non comme une fin en soi. Les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire investissent dans des projets durables à moyen et long terme et interviennent au quotidien sur des champs très divers : environnement, finance, production en circuits-courts, consommation responsable, logement, santé, etc.



**Le périmètre de l'ESS** a été défini conjointement par l'Observatoire National de l'ESS, l'INSEE et le DIISES (délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale) en 2008.

Il est constitué d'une série de codes juridiques formant les cinq familles de catégories juridiques présentes dans le schéma ci-dessus, desquelles sont exclus : les activités d'administration publique et de défense, la sécurité sociale obligatoire, les organisations patronales et consulaires, les syndicats de salariés, les organisations religieuses et politiques.

Aujourd'hui ce périmètre est rediscuté au sein de l'INSEE mais également au niveau européen.

Au-delà du périmètre de l'ESS, les données utilisées dans cette étude portent majoritairement sur les structures employeuses, car les données utilisées et récoltées auprès de l'INSEE et de l'URSSAF ne se basent que sur les données sociales des entreprises déclarant au moins un salarié – ainsi, de manière générale, au sein des observatoires de l'ESS, **les structures non employeuses sont peu étudiées et donc très rarement comptabilisées.**

Les données présentées ici sont issues :

- des données **INSEE FLORES** 2017 – En effet, suite à la mise en place de la DSN (Déclaration Sociale Nominative), en remplacement des différentes sources administratives utilisées jusqu'à présent pour étudier l'emploi, l'INSEE a dû élaborer un nouveau dispositif (FLORES) en substitution du précédent (CLAP). Les premières données FLORES porteront sur les années 2017, mais elles ne sont pas encore disponibles.
- Des données **ACOSS URSSAF** de 2010 à 2019
- Des données **SIRENE** de janvier 2020

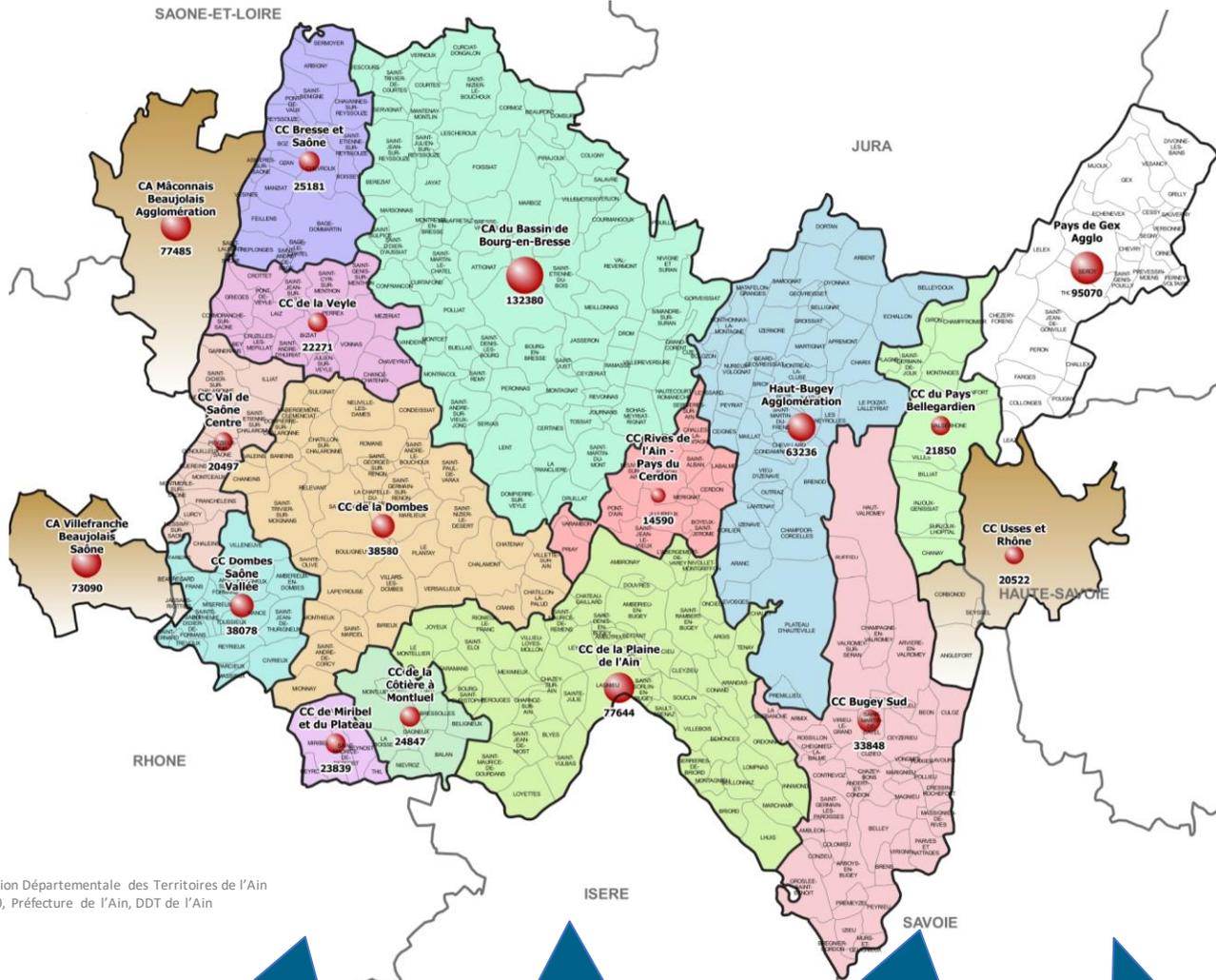
**Le secret statistique** est une forme particulière du secret professionnel qui s'applique aux statisticiens publics. Son principe général est d'apporter aux personnes qui fournissent des informations l'assurance que ces informations ne seront pas utilisées d'une façon susceptible de leur porter tort. En France, ce secret est garanti par deux groupes de textes, l'un au niveau européen, l'autre au niveau national.

Les règles concernant le fichier CLAP sont les suivantes : la case doit comprendre au moins 3 établissements ou au moins 5 salariés et le plus gros établissement doit représenter moins de 85 % des effectifs de la case.

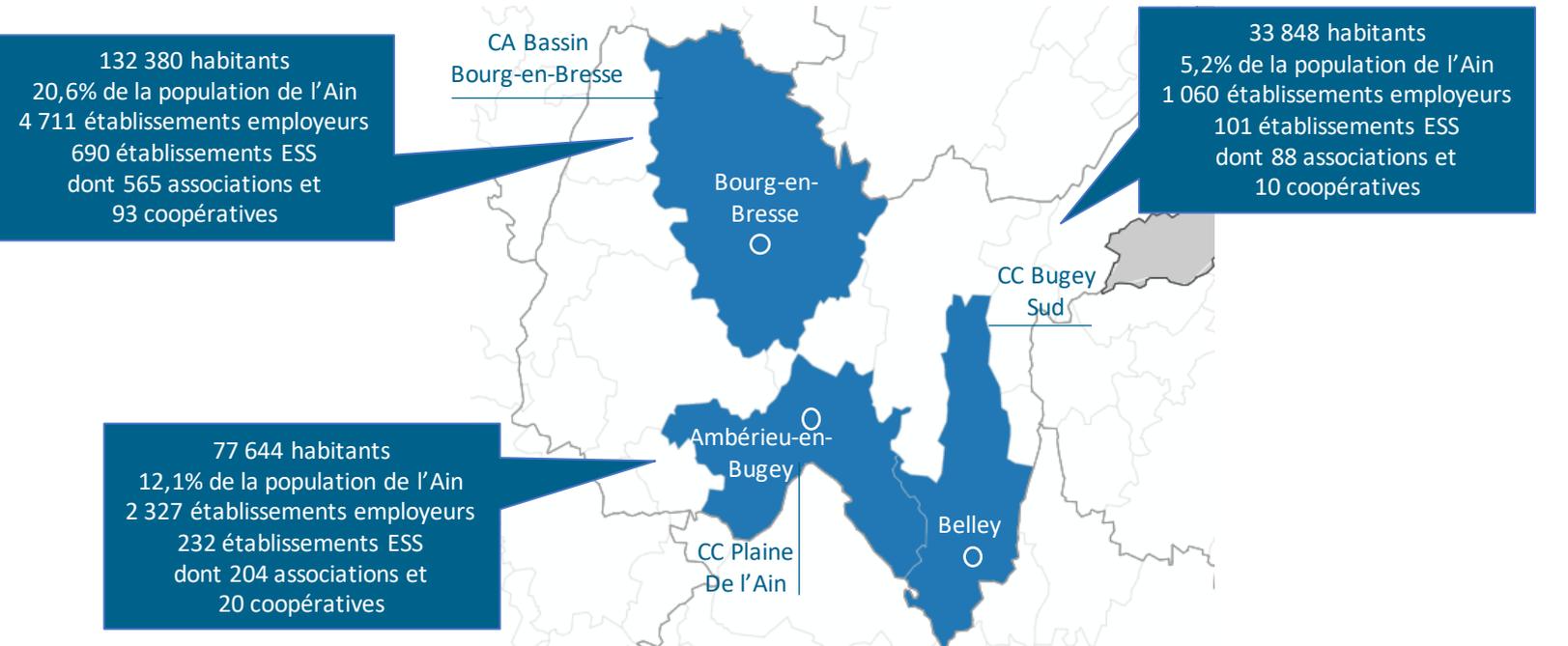
Ainsi, si ces règles ne peuvent pas être assurées, les données ne sont pas disponibles.

# CARTE D'IDENTITÉ

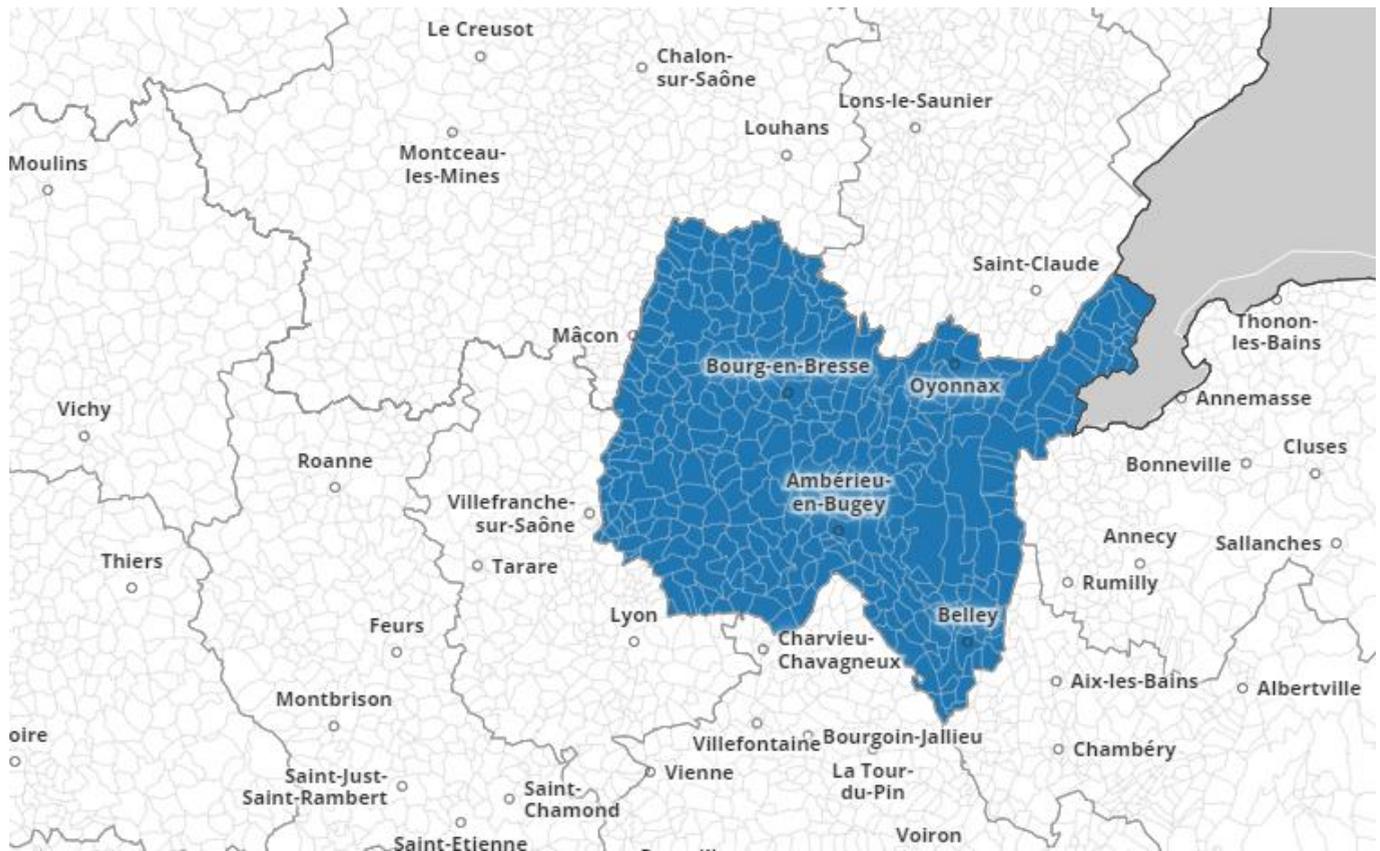
\* Source : INSEE – recensement population 2017



Réalisation carte : Direction Départementale des Territoires de l'Ain  
Données : INSEE 01/2020, Préfecture de l'Ain, DDT de l'Ain



\* Source : INSEE – recensement population 2017



### Population et ménages

Indicateurs	Ain	Auvergne-Rhône-Alpes
Population	643 350	7 948 287
Densité de population (hab/km <sup>2</sup> )	111,6 ▼	114,0
Superficie (km <sup>2</sup> )	5 762,4	69 711,1
<u>Nombre de ménages</u>	270 417	3 535 611

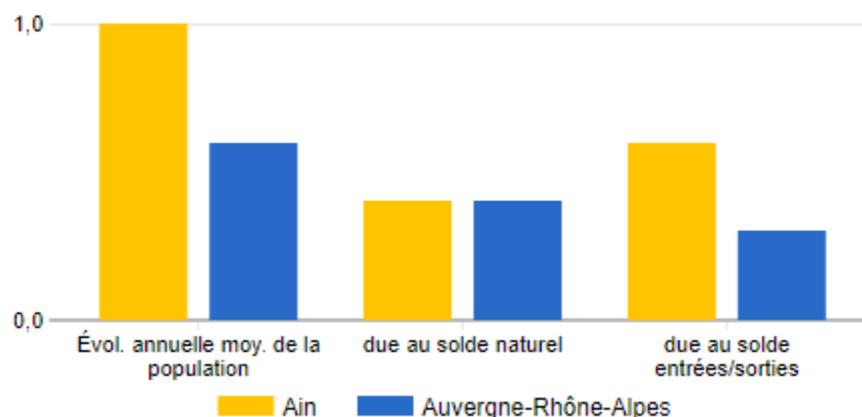
1968 1975 1982 1990 1999 2007 2012 **2017**

### Evolution annuelle moyenne de la population

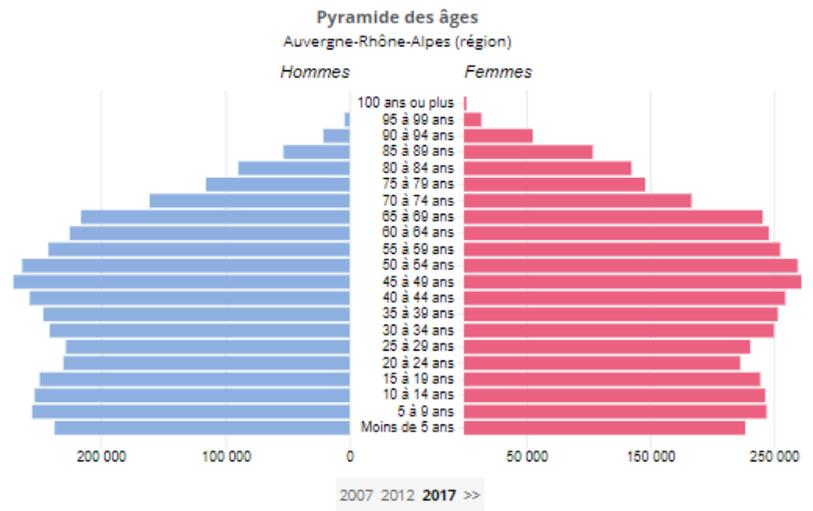
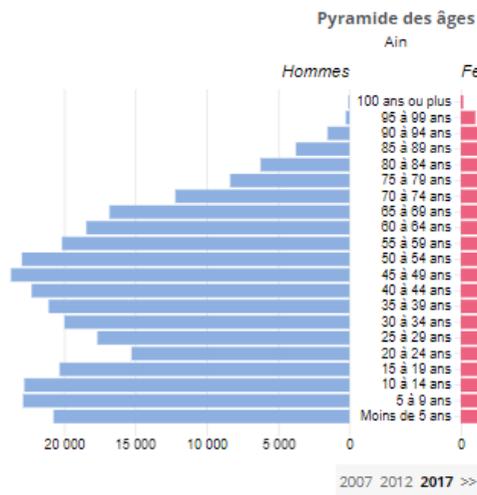
Indicateurs	Ain	Auvergne-Rhône-Alpes
Variation de population (%)	1,0 ▲	0,6
- due au solde naturel (%)	0,4	0,4
- due au solde entrées/sorties (%)	0,6 ▲	0,3

1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 **2012-2017**

### Évolution de la population (en %)



1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 **2012-2017**



### Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence (en %)

Seuil d'utilisation à 2000 hab.



### Emploi - Chômage

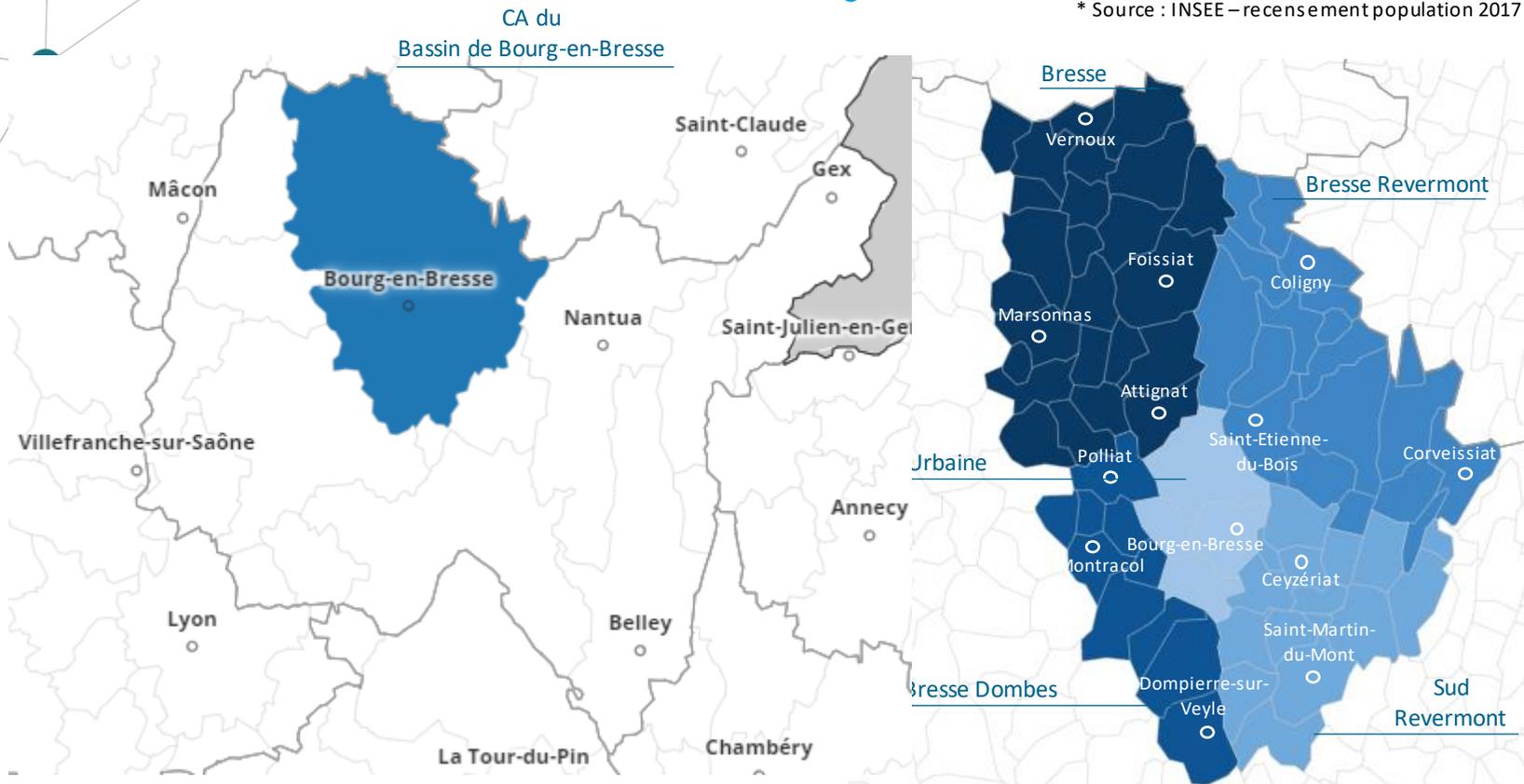
Indicateurs	Ain	Auvergne-Rhône-Alpes
Emploi total au lieu de travail	219 979	3 197 814
dont part des emplois salariés (%)	86,7	86,1
Taux d'activité des 15 à 64 ans (%)	77,9 ▲	75,2
Taux de chômage des 15 à 64 ans (au sens du recensement) (%)	10,4 ▼	11,9

2007 2012 2017

# CARTE D'IDENTITÉ

## CA du Bassin de Bourg-en-Bresse

\* Source : INSEE – recensement population 2017



Population et ménages

Evolution annuelle moyenne de la population

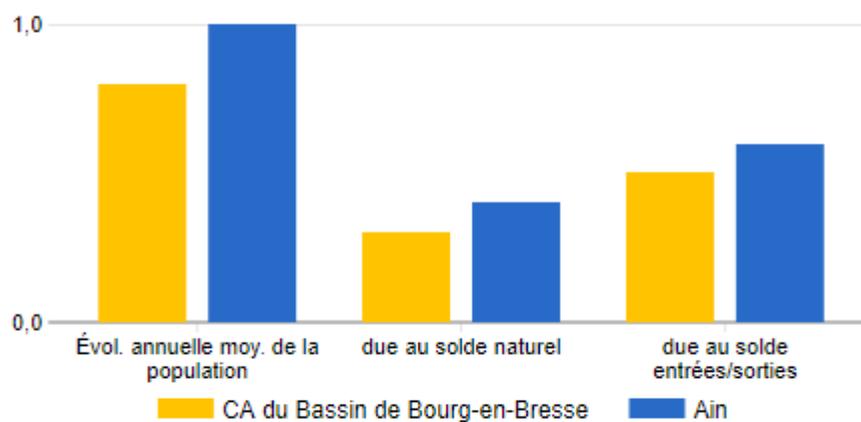
Indicateurs	CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	Ain
Population	132 380	643 350
Densité de population (hab/km <sup>2</sup> )	107,0 ▼	111,6
Superficie (km <sup>2</sup> )	1 236,8	5 762,4
Nombre de ménages	58 436	270 417

Indicateurs	CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	Ain
Variation de population (%)	0,8 ▼	1,0
- due au solde naturel (%)	0,3 ▼	0,4
- due au solde entrées/sorties (%)	0,5 ▼	0,6

1968 1975 1982 1990 1999 2007 2012 2017

1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 2012-2017

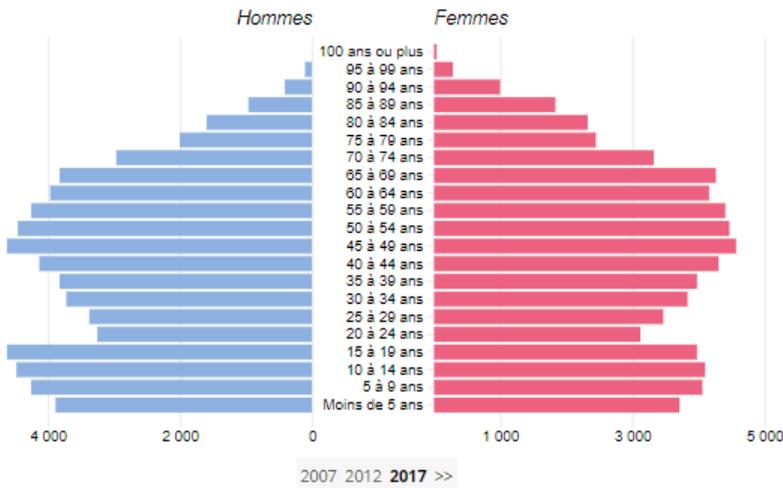
Évolution de la population (en %)



1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 2012-2017

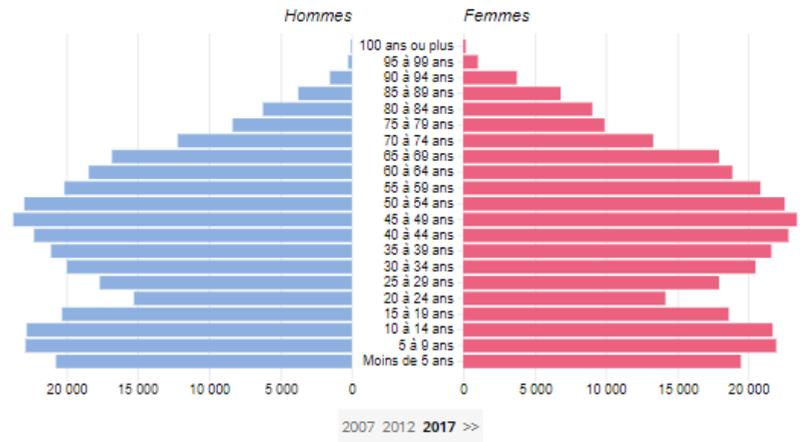
### Pyramide des âges

CA du Bassin de Bourg-en-Bresse



### Pyramide des âges

Ain



### Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence (en %)

Seuil d'utilisation à 2000 hab.

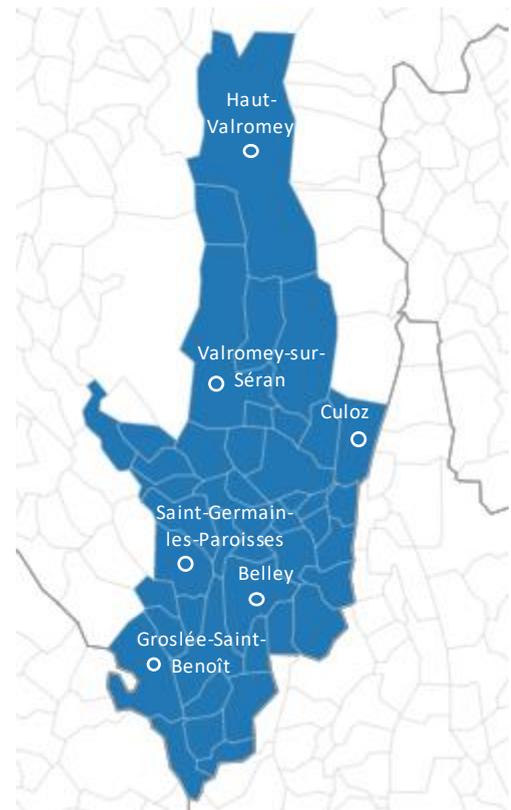


### Emploi - Chômage

Indicateurs	CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	Ain
<u>Emploi total au lieu de travail</u>	56 805	219 979
<u>dont part des emplois salariés (%)</u>	88,6 ▲	86,7
Taux d'activité des 15 à 64 ans (%)	75,6 ▼	77,9
Taux de chômage des 15 à 64 ans (au sens du recensement) (%)	11,1 ▲	10,4

2007 2012 2017 >>

\* Source : INSEE – recensement population 2017



### Population et ménages

Indicateurs	CC Bugey Sud	Ain
Population	33 848	643 350
Densité de population (hab/km <sup>2</sup> )	54,2 ▼	111,6
Superficie (km <sup>2</sup> )	624,0	5 762,4
Nombre de ménages	14 764	270 417

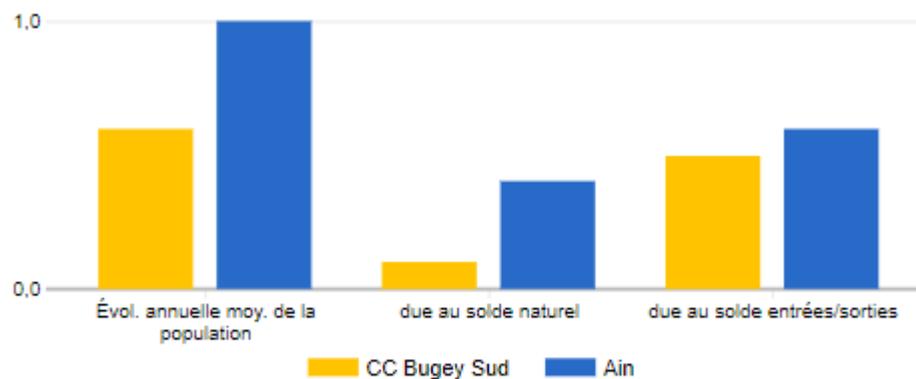
1968 1975 1982 1990 1999 2007 2012 **2017**

### Evolution annuelle moyenne de la population

Indicateurs	CC Bugey Sud	Ain
Variation de population (%)	0,6 ▼	1,0
- due au solde naturel (%)	0,1 ▼	0,4
- due au solde entrées/sorties (%)	0,5 ▼	0,6

1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 **2012-2017**

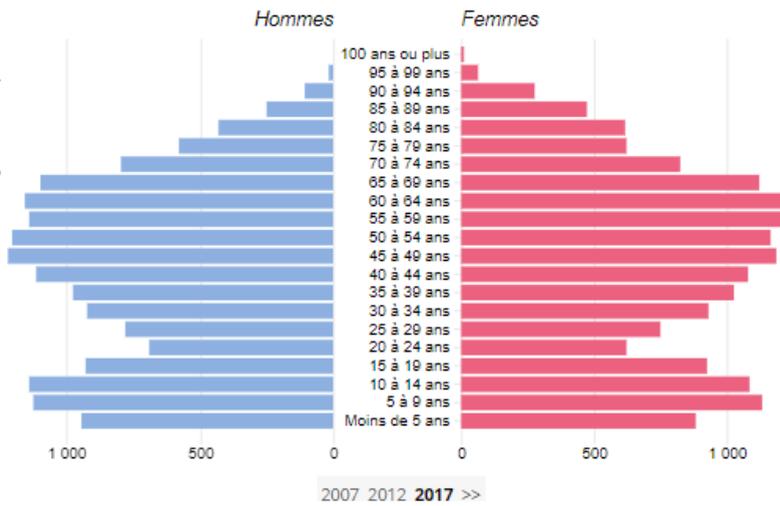
### Évolution de la population (en %)



1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 **2012-2017** >>

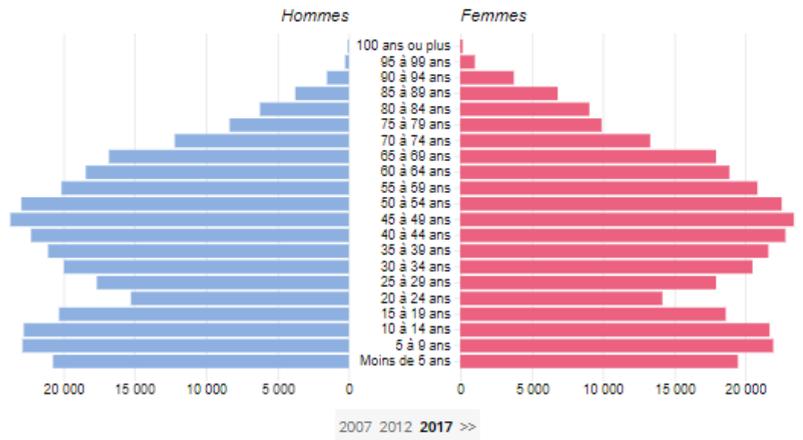
### Pyramide des âges

CC Bugey Sud



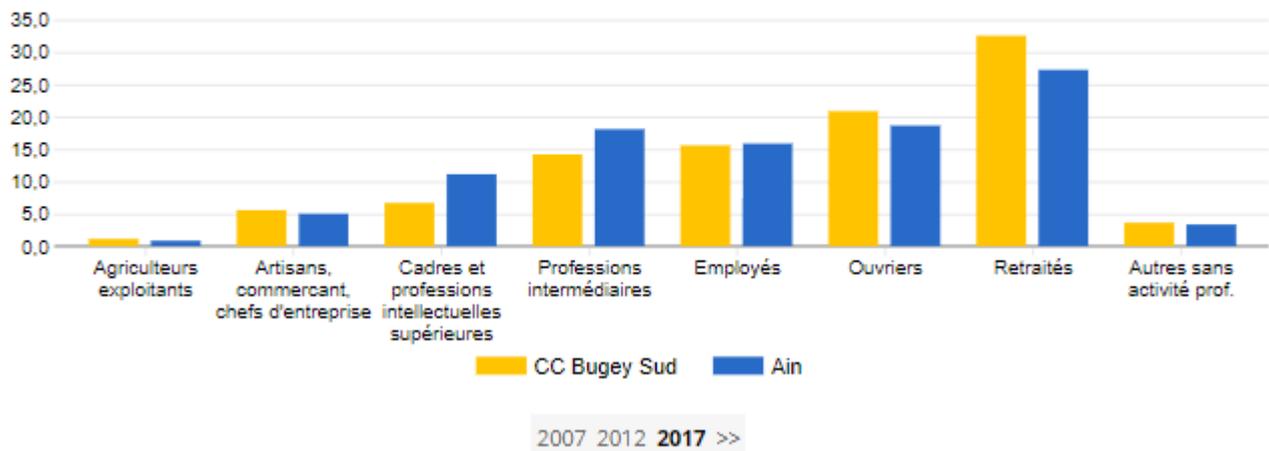
### Pyramide des âges

Ain



### Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence (en %)

Seuil d'utilisation à 2000 hab.

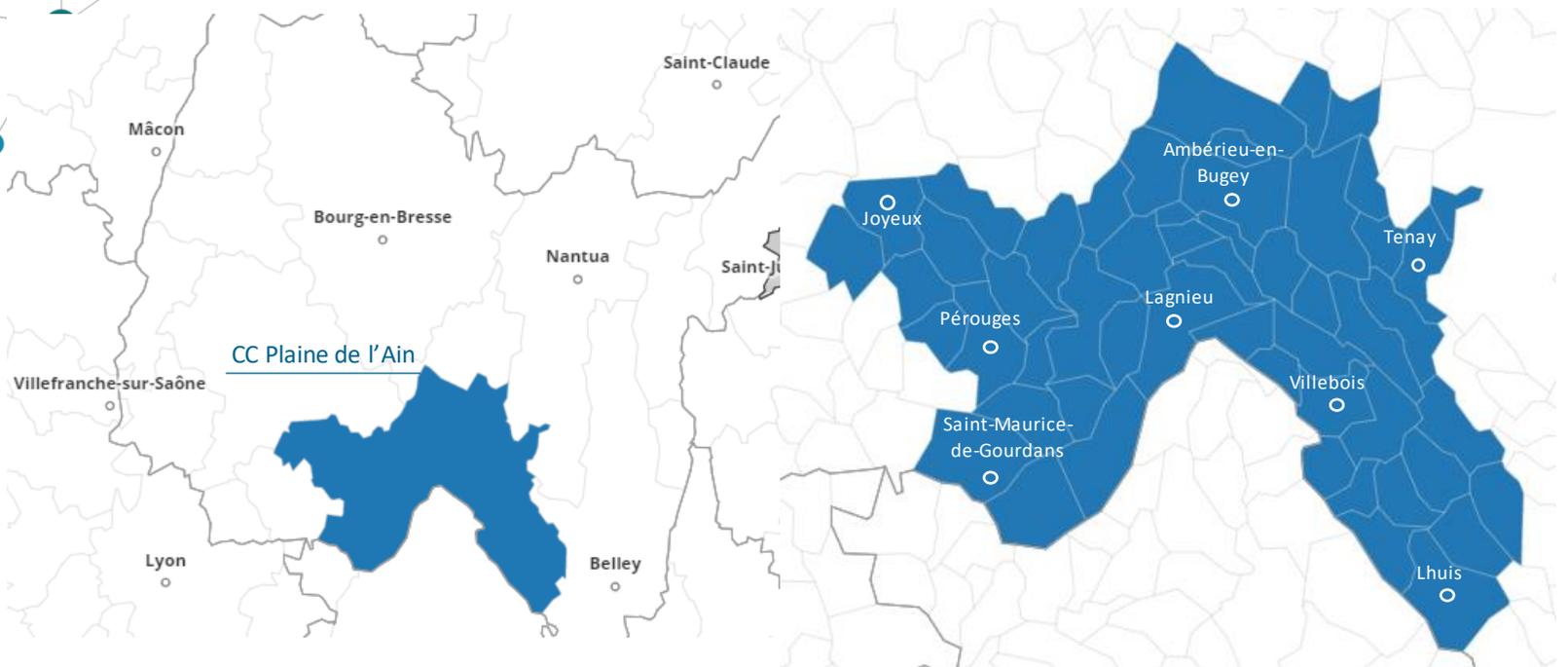


### Emploi - Chômage

Indicateurs	CC Bugey Sud	Ain
<u>Emploi total au lieu de travail</u>	11 835	219 979
<u>dont part des emplois salariés (%)</u>	84,5 ▼	86,7
Taux d'activité des 15 à 64 ans (%)	75,1 ▼	77,9
Taux de chômage des 15 à 64 ans (au sens du recensement) (%)	12,6 ▲	10,4

2007 2012 **2017**

\* Source : INSEE – recensement population 2017



### Population et ménages

Indicateurs	CC de la Plaine de l'Ain	Ain
Population	77 644	643 350
Densité de population (hab/km <sup>2</sup> )	109,1 ▼	111,6
Superficie (km <sup>2</sup> )	711,6	5 762,4
Nombre de ménages	32 837	270 417

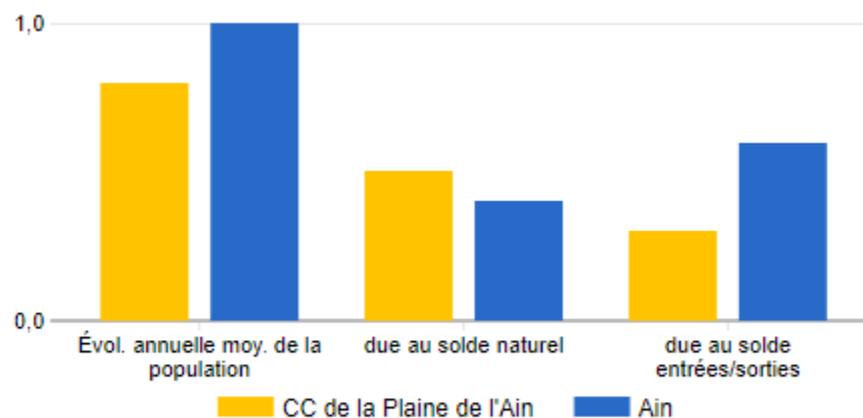
1968 1975 1982 1990 1999 2007 2012 **2017**

### Evolution annuelle moyenne de la population

Indicateurs	CC de la Plaine de l'Ain	Ain
Variation de population (%)	0,8 ▼	1,0
- due au solde naturel (%)	0,5 ▲	0,4
- due au solde entrées/sorties (%)	0,3 ▼	0,6

1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 **2012-2017**

### Évolution de la population (en %)



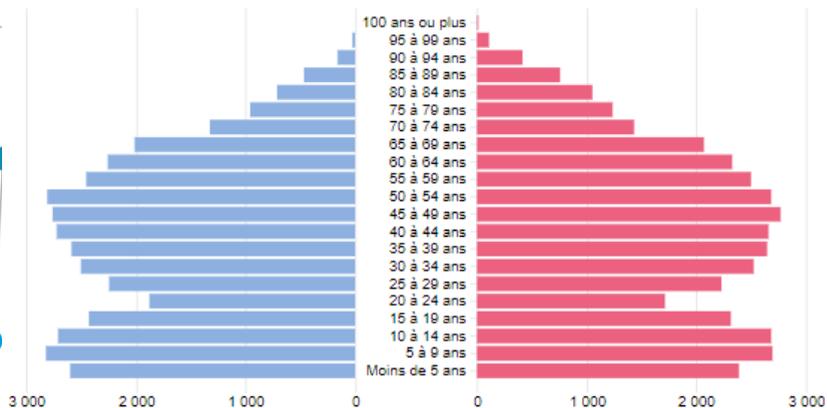
1968-1975 1975-1982 1982-1990 1990-1999 1999-2007 2007-2012 **2012-2017**

### Pyramide des âges

CC de la Plaine de l'Ain

Hommes

Femmes



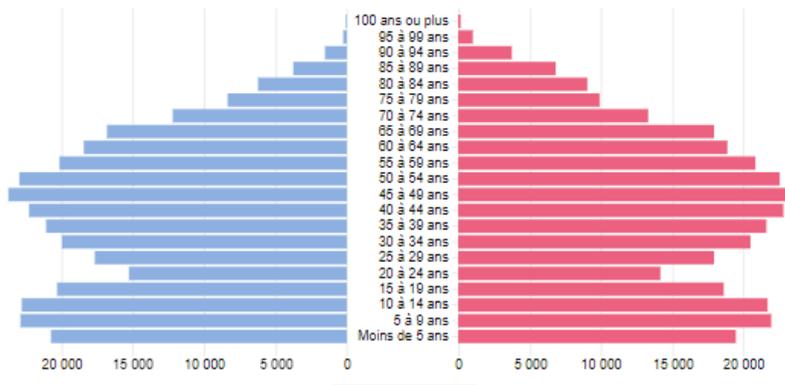
2007 2012 2017 >>

### Pyramide des âges

Ain

Hommes

Femmes



2007 2012 2017 >>

### Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence (en %)

Seuil d'utilisation à 2000 hab.



2007 2012 2017 >>

### Emploi - Chômage

Indicateurs	CC de la Plaine de l'Ain	Ain
Emploi total au lieu de travail	30 332	219 979
dont part des emplois salariés (%)	88,1	86,7
Taux d'activité des 15 à 64 ans (%)	78,3	77,9
Taux de chômage des 15 à 64 ans (au sens du recensement) (%)	10,5	10,4

2007 2012 2017



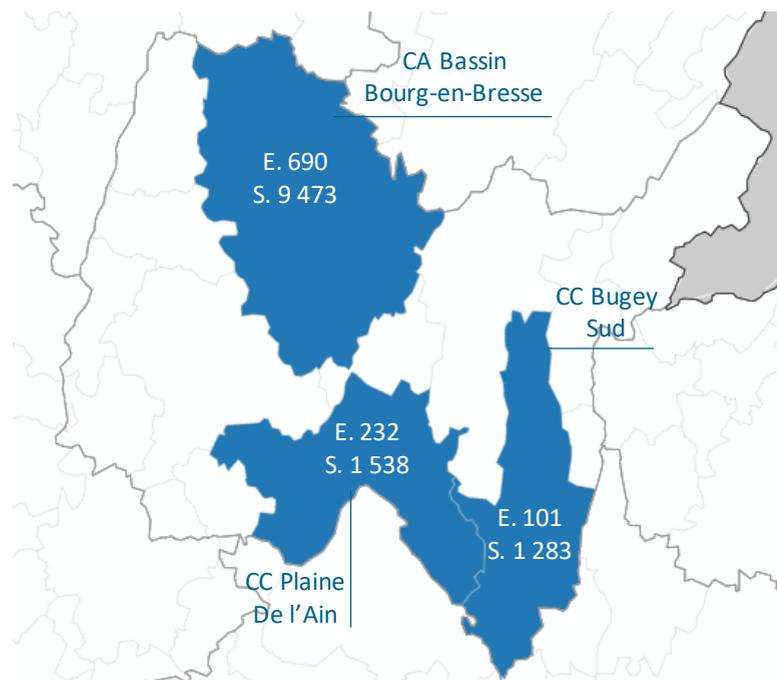
**1 923 établissements employeurs**  
soit **10%** des établissements employeurs du département



**19 682 salariés**  
soit **11,2%** des salariés du département



**491 780 601 de rémunération brute**  
soit **9,1%** des rémunérations brutes du département



L'économie sociale et solidaire dans le département de l'Ain se situe très légèrement au-dessus du niveau régional ou national.

Ain	établissements	effectif salarié	masse salariale
ESS	1 923	19 682	491 780 601
Hors ESS Privé	16 007	121 172	3 888 961 669
Hors ESS Public	1 351	34 616	997 590 888
<b>Part ESS dans l'économie</b>	<b>10,0%</b>	<b>11,2%</b>	<b>9,1%</b>
<b>Part ESS dans le privé</b>	<b>10,7%</b>	<b>14,0%</b>	<b>11,2%</b>
Associations	85,9%	85,4%	-
Coopératives	10%	10%	-

AURA	établissements	effectif salarié	masse salariale
<b>Part ESS dans l'économie</b>	<b>9,8%</b>	<b>10,8%</b>	<b>9,0%</b>
<b>Part ESS dans le privé</b>	<b>10,4%</b>	<b>14,0%</b>	<b>11,4%</b>
Associations	86,5%	78,6%	-
Coopératives	8,9%	12,2%	-

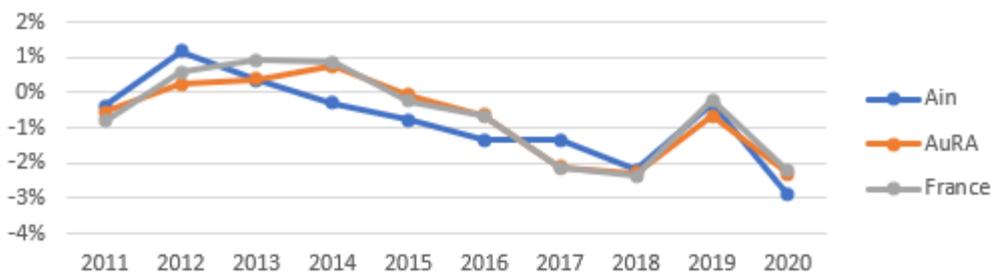
France	établissements	effectif salarié	masse salariale
<b>Part ESS dans l'économie</b>	<b>9,4%</b>	<b>10,2%</b>	<b>8,6%</b>
<b>Part ESS dans le privé</b>	<b>10,0%</b>	<b>13,6%</b>	<b>11,1%</b>
Associations	85,9%	77,5%	-
Coopératives	9,8%	12,8%	-

EPCI	établissements	effectif salarié	masse salariale
<b>Part ESS dans l'économie</b>			
<b>CC Bugey Sud</b>	99	1 287	31 304 254
Part ESS dans l'économie	9,5%	14,4%	12%
Part ESS dans le privé	10,7%	18,7%	15,3%
<b>CC Plaine de l'Ain</b>	203	1 354	32 541 206
Part ESS dans l'économie	8,8%	6,1%	4,4%
Part ESS dans le privé	9,6%	7,2%	5,1%
<b>CA du Bassin de Bourg-En-Bresse</b>	684	9 651	248 349 655
Part ESS dans l'économie	14,4%	18,4%	16,2%
Part ESS dans le privé	15,3%	25,6%	22,9%

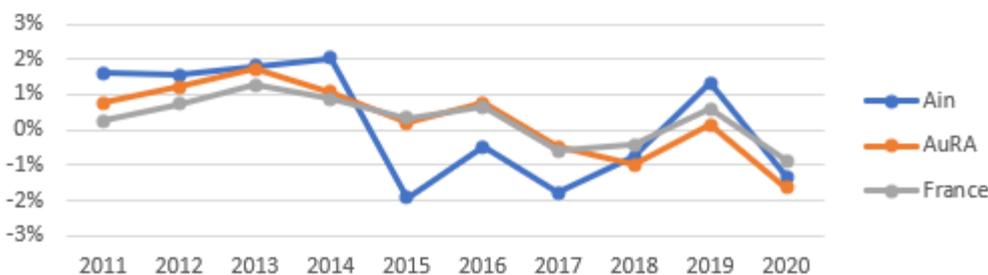
- **CC Bugey Sud** : la part d'établissements est égal au niveau national et régional mais en-dessous du niveau départemental. Cependant, l'effectif salarié et la masse salariale sont bien supérieurs. D'ailleurs, les salariés ESS représentent une part importante des salariés du privé (18,7%). Ce qui traduit que les entreprises ESS de cette CC sont moins nombreuses mais semblent de tailles plus importantes.
- **CC Plaine de l'Ain** : la part d'établissements est bien inférieure à tous les niveaux, et cela est encore plus bas concernant l'effectif salarié et la masse salariale. Les entreprises ESS semblent être de petites structures employant peu de salariés.
- **CA du Bassin de Bourg-en-Bresse** : les chiffres sont bien supérieurs à tous les niveaux. Ce qui s'explique par le fait que cet EPCI est composé de la ville préfecture et concentre donc la majorité des entreprises et des salariés. La part des salariés ESS sur l'ensemble des salariés du privé est élevée (25,6%).

# ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'ESS

Evolution du nbr d'établissements - 2010/2020  
Trimestre 4

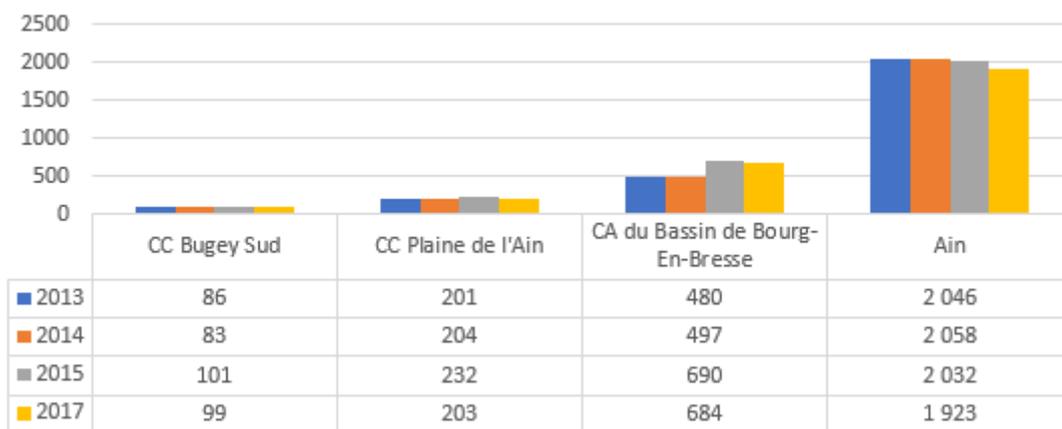


Evolution de l'effectif salarié - 2010/2020  
Trimestre 4

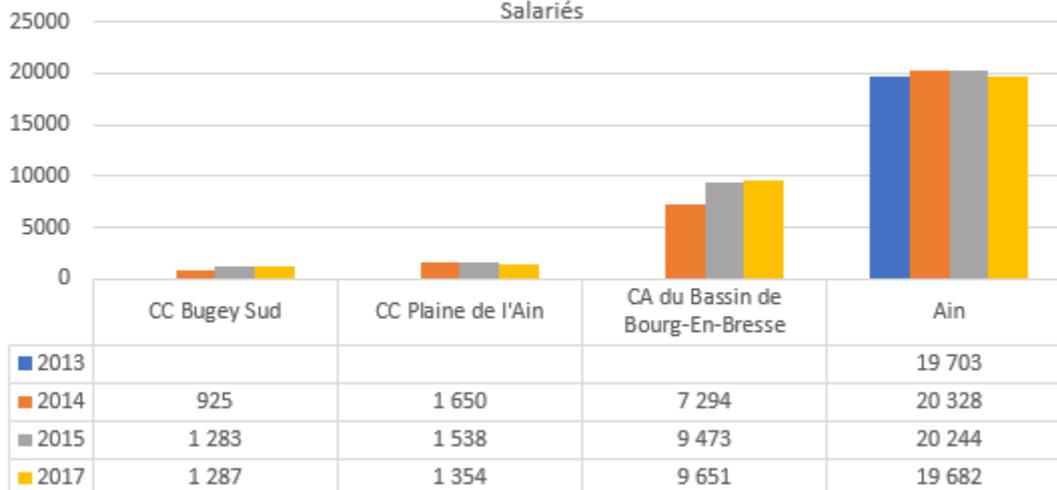


Source : ACOSS 2010-2019

Evolution 2013-2017  
Etablissements



Evolution 2013-2017  
Salariés



L'évolution des établissements de l'ESS du département suit les mêmes tendances qu'au niveau régional ou national, avec une baisse depuis 2012 pour le département et depuis 2014 pour la région et la France. L'évolution était à nouveau à la hausse en 2019, mais on constate une forte baisse en 2020 à cause de la crise sanitaire.

Concernant l'effectif salarié, les évolutions départementales, régionales et nationales sont semblables, et correspondent aux tendances constatées sur le nombre d'établissements.

Une baisse de l'effectif salarié est observée à partir de 2014, avec un rebond en 2016 et à nouveau une baisse. Cela remonte seulement en 2019, mais pour baisser à nouveau en 2020.

NB : Les données ACOSS URSSAF ne sont pas disponibles en dessous du niveau départemental.

Nous utilisons donc ici les données INSEE CLAP et FLORES, mais il faut noter un changement de méthodologie entre 2015 et 2017 et il est donc délicat de comparer ces millésimes entre eux.

De même, au regard du faible nombre d'établissements et de salariés, il convient d'interpréter avec prudence ces tendances/évolutions.

Les données concernant l'effectif salarié en 2013 sont sous secret statistique.

Entre 2013 et 2017, nous observons que sur le département, le nombre d'établissements est en légère baisse, tandis que l'effectif salarié oscille.

Sur les CC, nous constatons plutôt une tendance à la hausse des établissements jusqu'en 2015, avec une légère baisse en 2017. Les salariés sont plutôt en hausse continue sauf pour la CC Plaine de l'Ain.

Le champ de l'ESS englobe toutes les entreprises employeuses de l'Economie Sociale et Solidaire, telle que définie dans l'article 1 de la Loi du 31 juillet 2014 (dite « Loi ESS ») : coopératives, mutuelles ou unions relevant du code de la mutualité, sociétés d'assurance mutuelles relevant du code des assurances, fondations et fonds de dotation, associations régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, sociétés commerciales de l'ESS (non coopératives) dont la reconnaissance de la qualité « ESS » a été établie auprès des greffes du Tribunal de commerce.

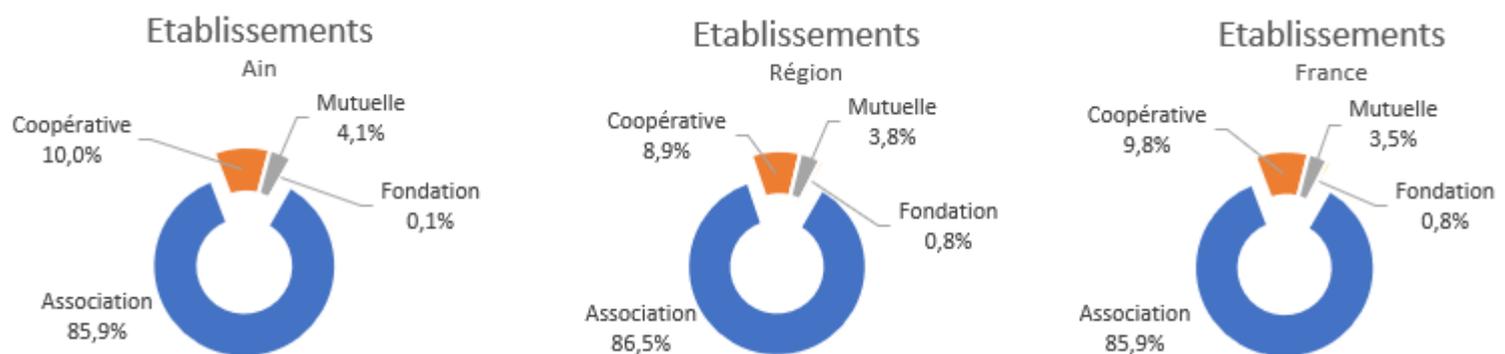
Cela exclut donc les activités et organisations suivantes : associations non employeuses, activités administration publique et de défense, sécurité sociale obligatoire, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, associations religieuses ou politiques.

On considère que 89% des associations actives sont non employeuses. Ainsi, selon cette information, sur le département, il y aurait 15 282 associations en 2015 relevant du périmètre de l'ESS.

Si nous nous référons au répertoire RNMA de décembre 2020 (recensant toutes les associations – employeuses et donc non employeuses), il y a 17 825 associations répertoriées en 2020, dont 16 135 actives.

Les données concernant plus spécifiquement les associations et les coopératives sont détaillées dans une prochaine partie.

Concernant les sociétés commerciales de l'ESS (non coopératives) dont la reconnaissance de la qualité « ESS » a été établie auprès des greffes du Tribunal de commerce, les données sont encore peu fiabilisées dans les bases de données de l'INSEE pour être intégrées dans les statistiques de l'ESS. Elles ne sont pas donc étudiées ici. En 2020, ESS France dénombre 503 sociétés commerciales de l'ESS en France dont 4 dans l'Ain.

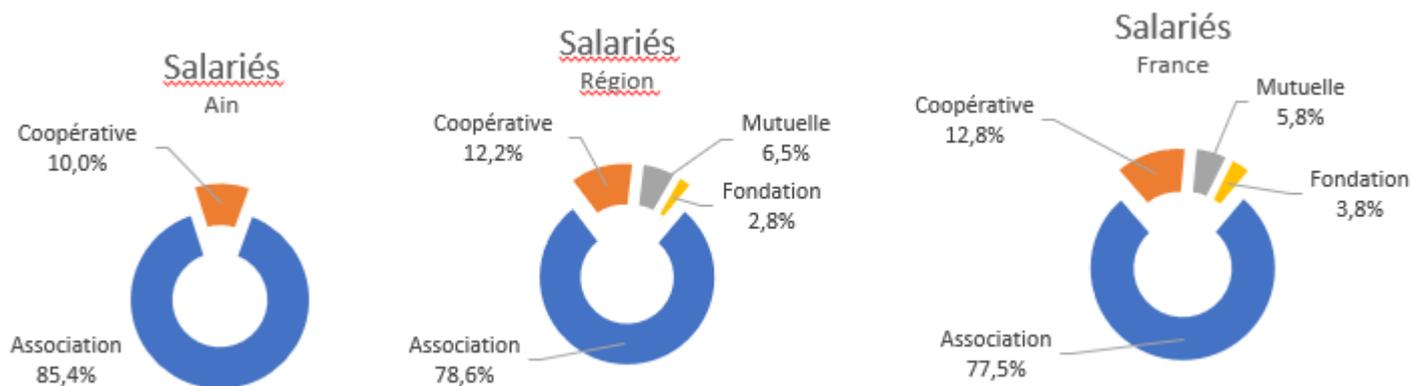


La répartition des structures de l'ESS par statut est équivalente au niveau départemental, régional et national. Plus de 4 établissements de l'ESS sur 5 sont des associations. Les fondations sont les moins nombreuses.

EPCI Etablissements	Associations	Coopératives	Mutuelles	Fondations	Total
CC Bugey Sud	88 89%	7 7%	4 4%	0 0%	<b>99</b> <b>100%</b>
CC Plaine de l'Ain	186 92%	10 5%	7 3%	0 0%	<b>203</b> <b>100%</b>
CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	569 83%	83 12%	32 5%	0 0%	<b>684</b> <b>100%</b>
Ain	1 651 86%	192 10%	78 4%	2 0,1%	<b>1 923</b> <b>100%</b>

La part des associations est nettement supérieure à la moyenne départementale dans les CC Bugey Sud et Plaine de l'Ain (où leur nombre est encore plus important).

Les coopératives et les mutuelles sont bien évidemment présentes en plus grand nombre sur la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse.



Concernant l'effectif salarié, les données des mutuelles et des fondations ne sont pas disponibles sur le département.

Tout comme la région et la France, les effectifs salariés de l'ESS dans l'Ain sont présents majoritairement dans les associations (8 salariés ESS sur 10 – ce qui est cependant plus que sur la région et la France avec 6 à 7 points de plus), ainsi que dans les coopératives (1 salarié ESS sur 10 – 2 à 3 points de moins que sur la région ou la France).

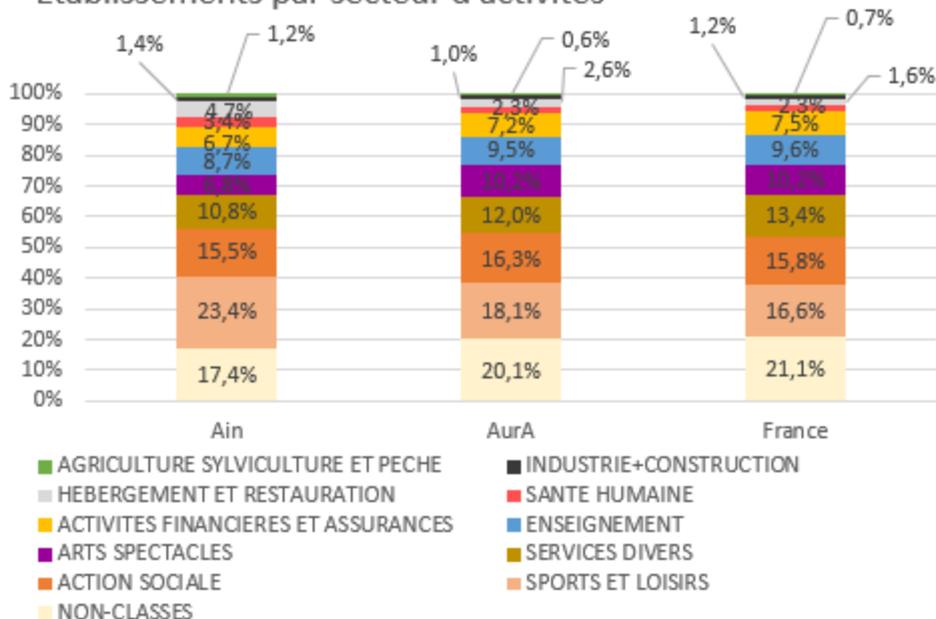
EPCI Salariés	Association	Coopérative	Mutuelle	Fondation	Total
CC Bugey Sud	1 111 86,3%	42 3,3%	134 10,4%	0 0%	<b>1 287</b> <b>100%</b>
CC Plaine de l'Ain	1 242 91,7%	72 5,3%	40 3,0%	0 0%	<b>1 354</b> <b>100%</b>
CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	7 953 82,4%	1 348 14,0%	350 3,6%	0 0%	<b>9 651</b> <b>100%</b>
Ain	16 806 85,4%	1 975 10,0%	s	s	<b>19 682</b> <b>100%</b>

Tout comme pour les établissements, les salariés se concentrent dans les associations, avec une représentation plus importante là encore sur la CC Plaine de l'Ain.

Il est intéressant de noter que la part de salariés dans les mutuelles est surreprésentée sur la CC Bugey Sud (il y a 5 mutuelles sur ce territoire dont 1 employant plus de 100 salariés - Groupama).

# LES SECTEURS D'ACTIVITÉS DE L'ESS

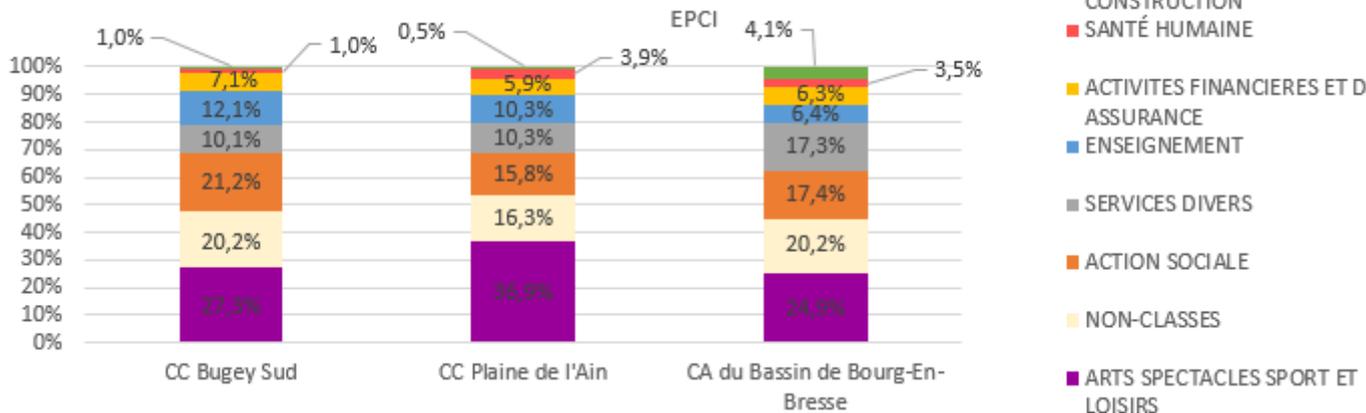
## Etablissements par secteur d'activités



Sur le département, l'économie sociale et solidaire est concentrée principalement dans les secteurs non-classés (mais moins que sur la région et la France), sports/loisirs (plus qu'au niveau régional ou national) et de l'action sociale. Les services divers, les arts/spectacles, l'enseignement, les activités financières sont moins représentés.

A l'inverse, il est intéressant de noter que les secteurs de la santé humaine, de l'hébergement/restauration et de l'agriculture/industrie/construction sont légèrement plus présents que sur la région ou la France.

## Etablissements par secteur d'activités



Etablissements	CC Bugey Sud	CC Plaine de l'Ain	CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	Ain
Arts Spectacles Sport Et Loisirs	27	75	170	581
Non-classés	20	33	138	334
Action Sociale	21	32	119	298
Services Divers	10	21	118	298
Enseignement	12	21	44	168
Activités Financières Et D'Assurance	7	12	43	129
Santé Humaine	1	8	24	65
Agriculture, Industrie, Construction	1	1	28	50
<b>TOUS SECTEURS</b>	<b>99</b>	<b>203</b>	<b>684</b>	<b>1 923</b>

Concernant les EPCI, ce sont également les secteurs des arts/spectacles/sport/loisirs, non-classés, action sociale et services divers où les établissements sont les plus représentés.

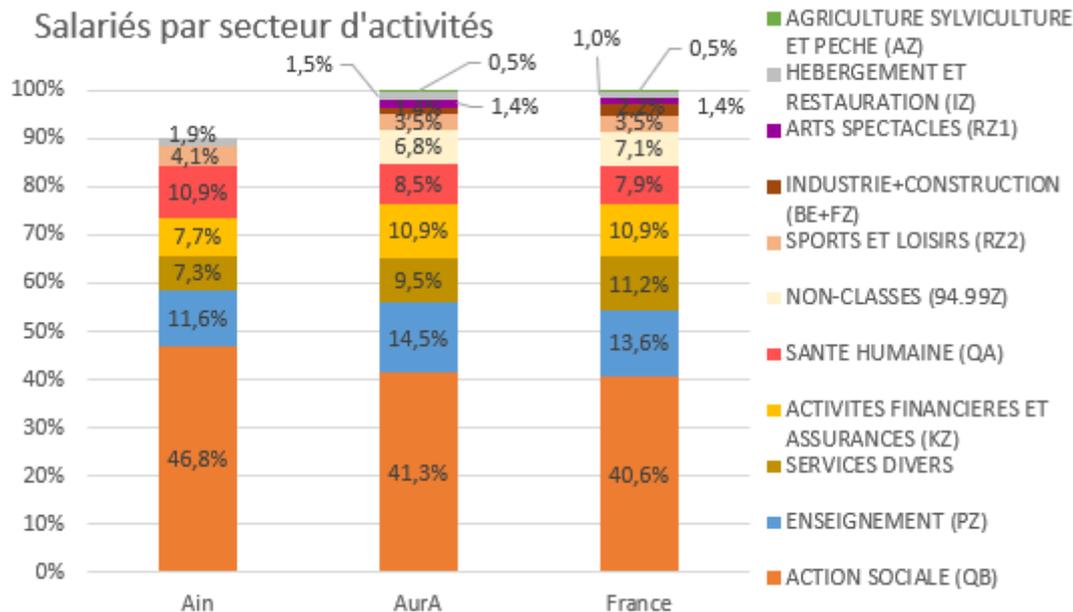
La **CC Bugey Sud** se démarque par une part plus importante d'établissements dans les secteurs de l'action sociale et des activités financières/assurances.

La **CC Plaine de l'Ain**, quant à elle, compte une part plus importante d'établissements dans le secteur de la santé humaine, avec une surreprésentation du secteur des arts/spectacles/sport/loisirs.

Et pour la **CA du Bassin de Bourg-en-Bresse**, cela concerne les établissements du secteur des services divers l'agriculture/industrie/construction.

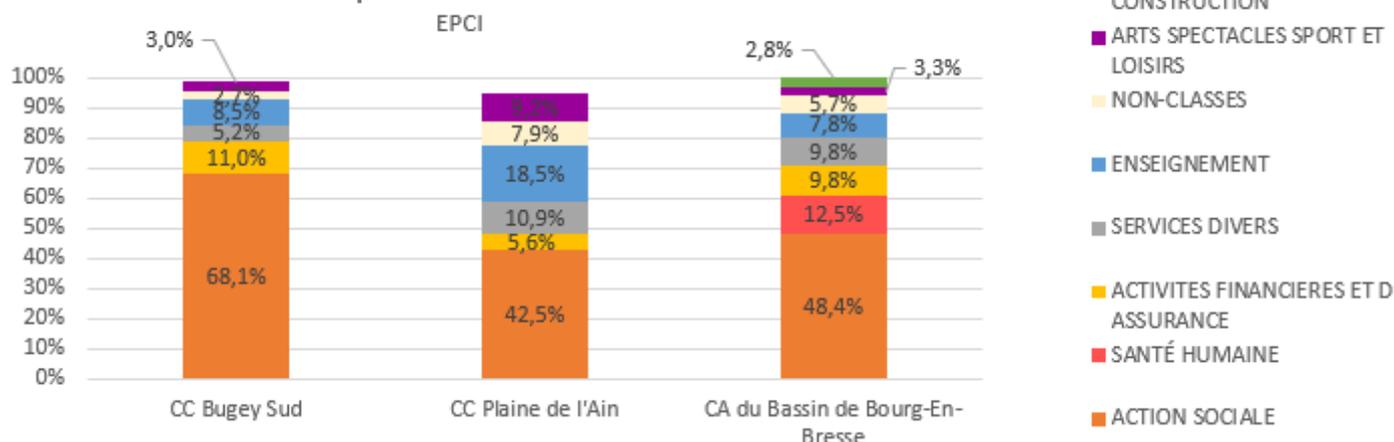
Services divers : Transport, Commerce, Activités immobilières, Hébergement et restauration, Information et communication, Soutien aux entreprises (juridique, comptabilité, gestion, architecture, ingénierie, scientifique...), ...  
Non-classés : autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire (organisations qui militent en faveur d'une cause ou d'une question d'intérêt public, associations de consommateurs/automobilistes/étudiants/protection de l'environnement...)

## Salariés par secteur d'activités



En terme d'effectif salarié, le secteur de l'action sociale rassemble sur le département près de 50% des emplois, ce qui est légèrement plus que sur le niveau régional ou national (4 à 5 points de plus). Nous retrouvons ensuite les secteurs de l'enseignement (légèrement moins qu'au niveau régional ou national) et de la santé humaine (2 points de plus que pour la région ou la France). Les salariés des secteurs des services divers et des activités financières sont moins nombreux.

## Salariés par secteur d'activités



Salariés	CC Bugey Sud	CC Plaine de l'Ain	CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	Ain
Action Sociale	877	576	4 672	<b>9 212</b>
Santé Humaine	S	S	1 203	<b>2 149</b>
Activités Financières Et D'Assurance	141	76	946	<b>1 512</b>
Services Divers	67	148	946	<b>1 433</b>
Enseignement	110	250	752	<b>2 281</b>
Non-classés	35	107	546	<b>S</b>
Arts Spectacles Sport Et Loisirs	39	125	317	Arts/Spectacles: <b>S</b> Sports/Loisirs: <b>804</b>
Agriculture, Industrie, Construction	S	S	269	<b>S</b>
<b>TOUS SECTEURS</b>	<b>1 287</b>	<b>1 354</b>	<b>9 651</b>	<b>19 682</b>

Concernant les EPCI, c'est donc également le secteur de l'action sociale le plus représenté.

La **CC Bugey Sud** se démarque d'ailleurs par une part très élevée d'emplois dans ce secteur et dans une moindre mesure dans celui des activités financières et d'assurance.

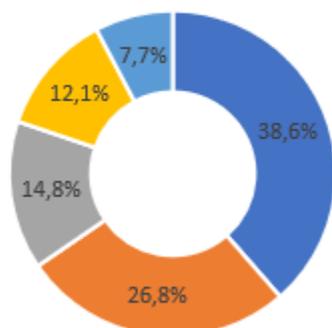
La **CC Plaine de l'Ain**, quant à elle, compte une part un petit peu plus importante d'emplois dans les secteurs des services divers, de l'enseignement et des arts/spectacles/sports/loisirs.

Concernant la **CA du Bassin de Bourg-en-Bresse**, cela concerne plus les emplois des secteurs de la santé humaine et de l'agriculture/industrie/construction.

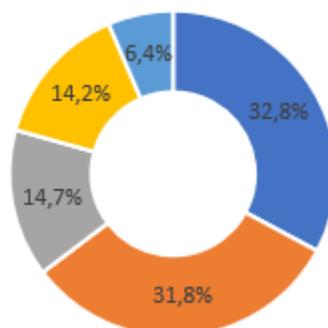
Services divers : Transport, Commerce, Activités immobilières, Hébergement et restauration, Information et communication, Soutien aux entreprises (juridique, comptabilité, gestion, architecture, ingénierie, scientifique...), ...

Non-classés : autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire (organisations qui militent en faveur d'une cause ou d'une question d'intérêt public, associations de consommateurs/automobilistes/étudiants/protection de l'environnement...)

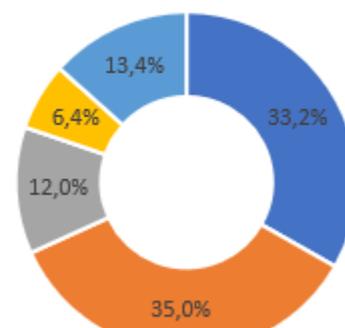
Etablissements Action sociale  
Ain



Etablissements Action sociale  
AuRA



Etablissements Action sociale  
France

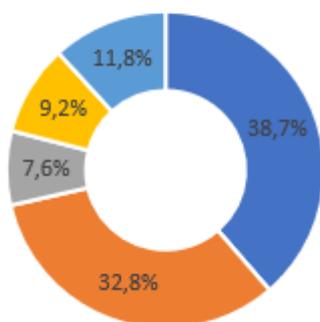


■ Hébergement médico-social et social ■ Autres actions sociales ■ Accueil de jeunes enfants ■ Aide par le travail ■ Aide à domicile

Autres actions sociale : accueil de personnes handicapées, accueil enfants et adolescents, autres...

Si nous observons plus finement le secteur de l'action sociale, nous observons que ce sont les domaines de l'hébergement médico-social et social et des autres actions sociales qui sont le plus représentés sur le département (38,6% et 26,8%), ce qui est équivalent au niveau régional ou national. On peut cependant noter une part plus importante d'établissements dans le domaine de l'hébergement médico-social et social (+5 points), une part égale à la région mais supérieure au national concernant l'accueil de jeunes enfants (+3 points), une part inférieure à la région mais bien supérieure au national concernant l'aide par le travail et à l'inverse, une part légèrement supérieure à la région mais inférieure au national pour l'aide à domicile.

Etablissements Action sociale  
CA du Bassin de Bourg-en-Bresse



Concernant la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse, les activités les plus importantes sont également celles relevant de l'hébergement médico-social (38,7%) et des autres actions sociales (35,8%).

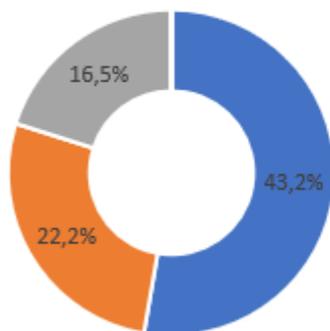
Le nombre d'établissements est cependant inférieur concernant l'accueil de jeunes enfants et l'aide par le travail (-7 points et -3 points par rapport au département).

Et l'aide à domicile y est plus représenté (+4 points) pour rejoindre le niveau national.

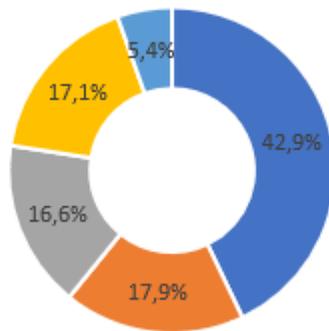
\*Les données ne sont pas disponibles pour les EPCI plus petits.



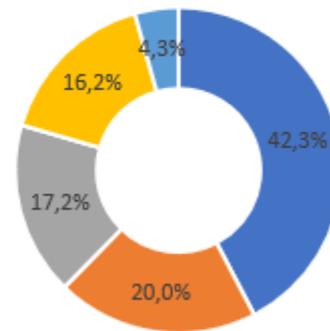
Salariés Action sociale  
Ain



Salariés Action sociale  
AuRA



Salariés Action sociale  
France

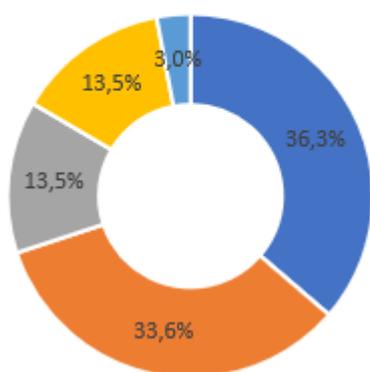


■ Hébergement médico-social et social ■ Autres actions sociales ■ Aide à domicile ■ Aide par le travail ■ Accueil de jeunes enfants

\*Les données sont sous secret statistique sur le département pour les domaines de l'aide à domicile et de l'accueil de jeunes enfants

Si nous regardons cette fois le nombre de salariés, nous observons que le département de l'Ain compte une part presque égale d'emplois dans le domaine de l'hébergement médico-social et social. Le département se démarque par un nombre de salariés plus important dans le domaines des autres actions sociales (entre +2 et +4 points).

Salariés Action sociale  
CA du Bassin de Bourg-en-Bresse

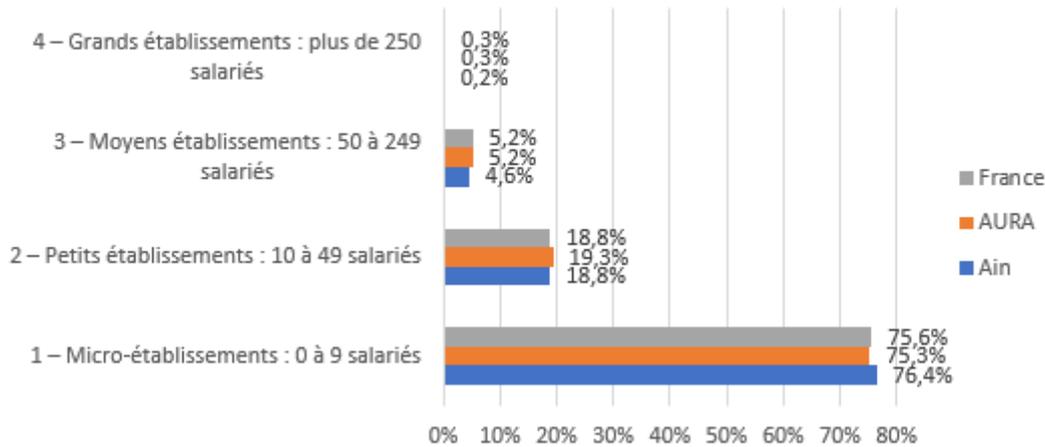


Concernant la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse, ce sont également les domaines de l'hébergement médico-social et social (36,3%) et des autres actions sociales (33,6%) qui sont les plus représentés. Il faut noter que les emplois dans l'hébergement médico-social et social ainsi que ceux dans l'aide à domicile sont sous-représentés (-7 points et -3 points par rapport au département), tandis que ceux dans les autres actions sociales sont plus importants (+12 points). Les emplois dans l'aide par le travail et l'accueil de jeunes enfants sont aussi en moins grand nombre qu'au niveau régional ou national (entre 2 et 4 points de moins).

# TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS ESS

NB : les données ne sont pas disponibles pour les EPCI

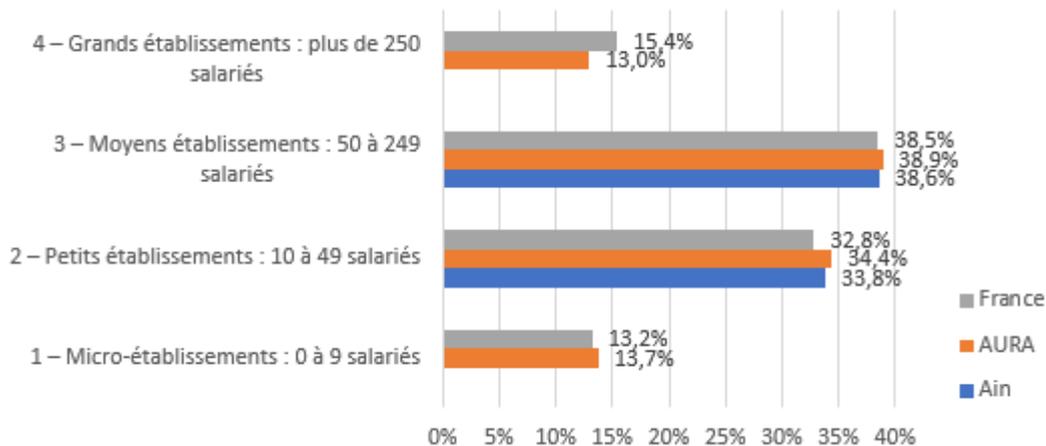
## Répartition des établissements par taille



Concernant la taille des établissements, les résultats sur le département sont concordants avec ceux constatés au niveau régional ou national.

Nous retrouvons donc une grande majorité de micro-établissements (0 à 9 salariés) et très peu de grands établissements (plus de 250 salariés).

## Salariés par taille d'établissements



Concernant la répartition des salariés, nous retrouvons là encore les mêmes résultats sur le département, la région et la France.

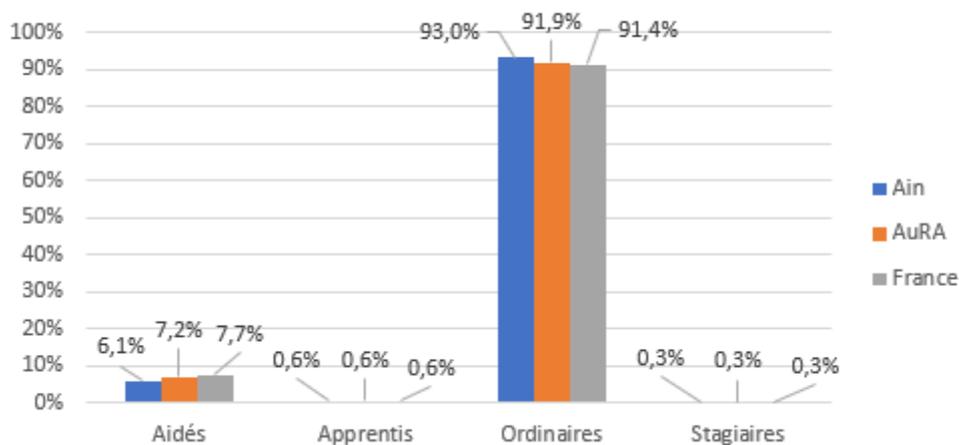
Mais cette fois, nous observons que ce sont les établissements entre 50 et 249 salariés et ceux entre 10 et 49 salariés où les effectifs sont plus importants.

Sur le département, les données liées aux grands et aux micro-établissements sont sous secret statistique.

# TYPES DE CONTRATS DANS L'ESS

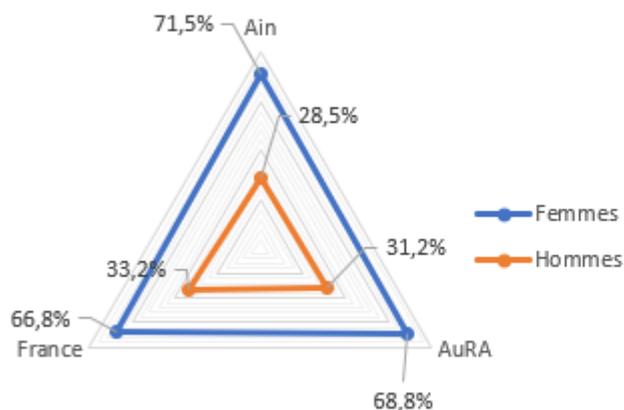
NB : les données ne sont pas disponibles pour les EPCI

## Répartition des emplois par type de contrat

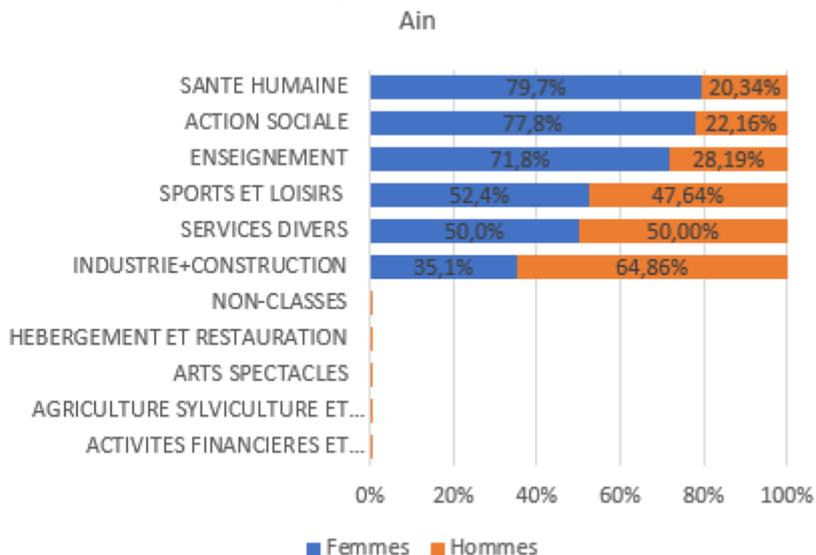


Nous retrouvons également une répartition semblable des différents types de contrats avec plus de 90% de contrats dits ordinaires, 6% de contrats aidés, 0,6% d'apprentis et 0,3% de stagiaires.

### Répartition par sexe



### Répartition par sexe selon le secteur



Les secteurs d'activités en bas du graphique sont sous secret statistique.

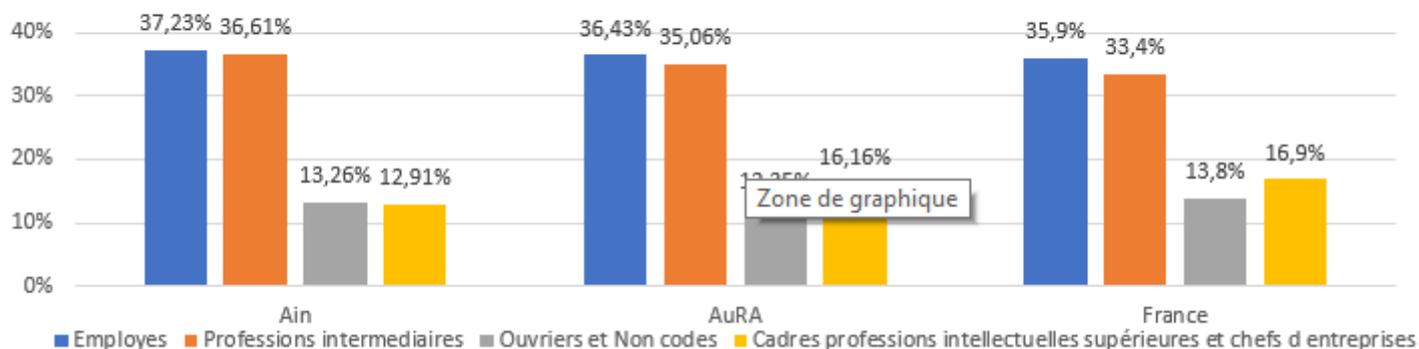
**Services divers** : Transport, Commerce, Activités immobilières, Hébergement et restauration, Information et communication, Soutien aux entreprises (juridique, comptabilité, gestion, architecture, ingénierie, scientifique...), ...  
**Non-classés** : autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire (organisations qui militent en faveur d'une cause ou d'une question d'intérêt public, associations de consommateurs/automobilistes/étudiants/protection de l'environnement...)

Tout comme pour la région et la France, le département de l'Ain compte une part plus importante de femmes au sein des entreprises de l'ESS (71,5%), mais de manière plus élevée (4 à 5 points de plus).

Tout comme pour le niveau régional ou national, nous retrouvons une part plus importante d'hommes dans les secteurs de l'industrie/ construction, tandis que nous retrouvons une part plus importante de femmes dans les secteurs de l'action sociale, de la santé humaine et de l'enseignement.

Il est important de retenir que sur le département, la part des femmes dans le secteur des sports et loisirs est majoritaire, ce qui est l'inverse du niveau régional ou national.

### Répartition par CSP



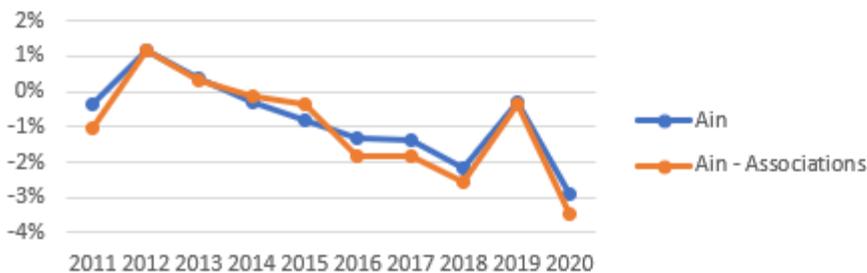
Le département compte une part plus importante d'employés et de professions intermédiaires, tout comme pour la région et la France, et dans une plus « grande » mesure (1 à 3 points de plus). La CSP la moins représentée est également celle des cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises, mais elle est cette fois un petit peu moins importante qu'au niveau régional ou national (4 points de moins).

	Etablissements	Salariés	Part asso/ensemble ESS		Part asso EPCI/ensemble asso dpt	
			Etablissements	Salariés	Etablissements	Salariés
<b>Ain</b>	<b>1 651</b>	<b>16806</b>	<b>86%</b>	<b>85%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>CC Bugey Sud</b>	88	1111	89%	86%	5,3%	6,6%
<b>CC Plaine de l'Ain</b>	186	1242	92%	92%	11,3%	7,4%
<b>CA du Bassin de Bourg-En-Bresse</b>	569	7953	83%	82%	34,5%	47,3%

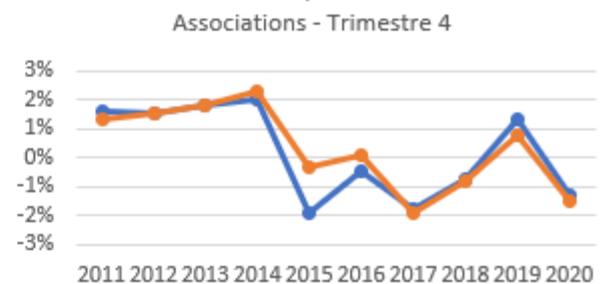
Comme nous l'avons vu précédemment, les associations sont plus importantes au sein des trois CC que sur le département, la région ou la France. La CA du Bassin de Bourg-en-Bresse rassemble une part importante d'associations du département (34,5%), ce qui s'explique par le fait que la ville-préfecture est sur son territoire.

## Evolution des associations employeuses

Evolution du nbr d'établissements - 2010/2020  
Associations - Trimestre 4



Evolution de l'effectif salarié - 2010/2020  
Associations - Trimestre 4



Les associations sur le département de l'Ain suivent exactement les mêmes évolutions que pour l'ensemble de l'ESS, que ce soit concernant le nombre d'établissements ou l'effectif salarié.

	CC Bugey Sud	CC Plaine de l'Ain	CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	Ain
<b>Etablissements</b>				
2013	73	176	399	<b>1 701</b>
2015	88	204	565	<b>1 698</b>
2017	88	186	569	<b>1 651</b>
<b>Salariés</b>				
2013	842	1 149	s	<b>16 722</b>
2015	1 182	1 356	8 037	<b>17 376</b>
2017	1 111	1 242	7 953	<b>16 806</b>
<b>Evolution 2013-2017</b>				
Etablissements	20,5%	5,7%	42,6%	<b>-2,9%</b>
Salariés	31,9%	8,1%	s	<b>0,5%</b>

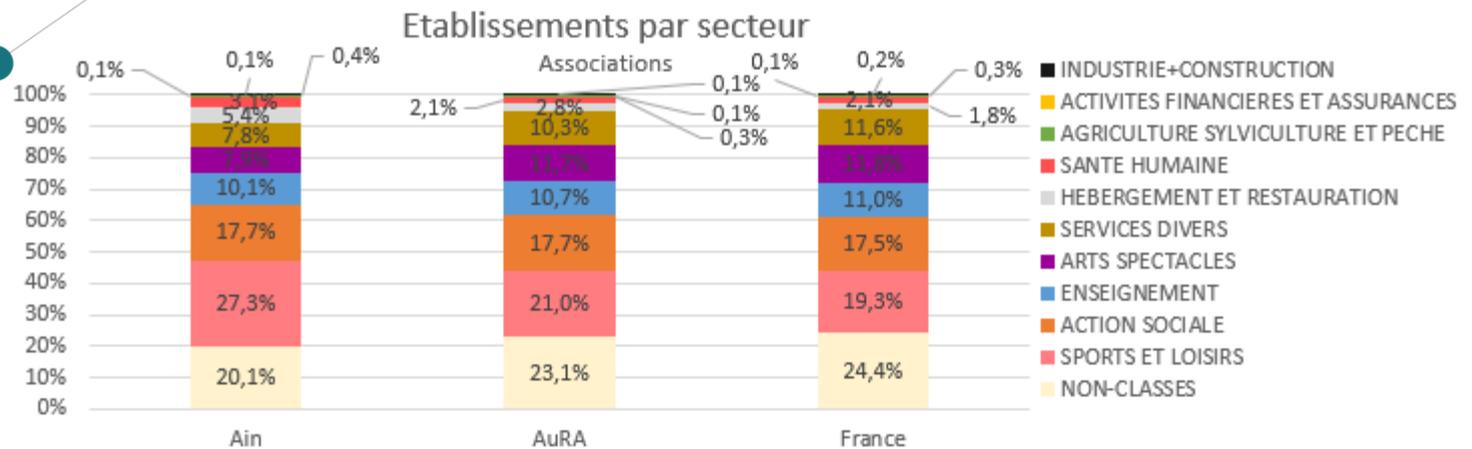
Les données 2014 ne sont pas disponibles

Attention, les chiffres sur ces territoires étant petits, la traduction en pourcentage est délicate et peu significative.

Mais on peut noter que le nombre d'associations a eu tendance à augmenter entre 2013 et 2017 sur les CC étudiées, tandis qu'au niveau départemental, une légère baisse est constatée sur le nombre d'établissements. Concernant l'effectif salarié, nous observons également, quand cela est possible, une augmentation.

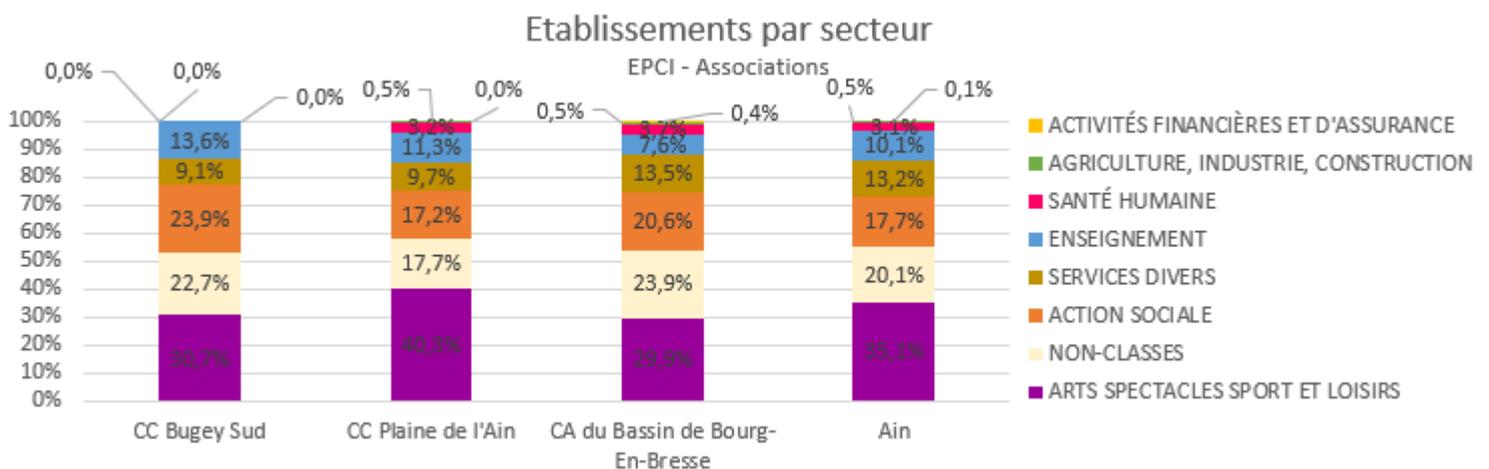
Pour rappel, sur ces mêmes années, nous avons observé que le nombre d'établissements ESS étaient en augmentation. Ainsi, les tendances observées ici sur les associations sont les mêmes que pour l'ensemble de l'ESS. Cela peut s'expliquer par le fait que les associations représentent en très grande partie les statuts de l'ESS.

## Répartition des secteurs d'activité



Sur le département, les établissements associatifs sont concentrés sur les mêmes secteurs d'activités que pour les niveaux régional ou national, c'est-à-dire les non-classés (en moindre proportion), les sports/loisirs (en plus grande proportion), l'action sociale et l'enseignement.

L'hébergement/restauration est légèrement supérieure (+2 à 3 points), ainsi que la santé humaine (+1 point).



Etablissements	CC Bugey Sud	CC Plaine de l'Ain	CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	Ain
ARTS SPECTACLES SPORT ET LOISIRS	27	75	170	580
NON-CLASSES	20	33	136	332
ACTION SOCIALE	21	32	117	293
SERVICES DIVERS	8	18	77	218
ENSEIGNEMENT	12	21	43	167
SANTÉ HUMAINE	0	6	21	51
AGRICULTURE, INDUSTRIE, CONSTRUCTION	0	1	3	8
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	0	0	2	2
<b>TOUS SECTEURS</b>	<b>88</b>	<b>186</b>	<b>569</b>	<b>1 651</b>

Concernant les EPCI, le secteur des arts/spectacles/sports/loisirs est plus fortement représenté (mais il rassemble deux secteurs d'activités qui sont scindés sur les échelons supérieurs). Nous retrouvons ensuite les non-classés et l'action sociale.

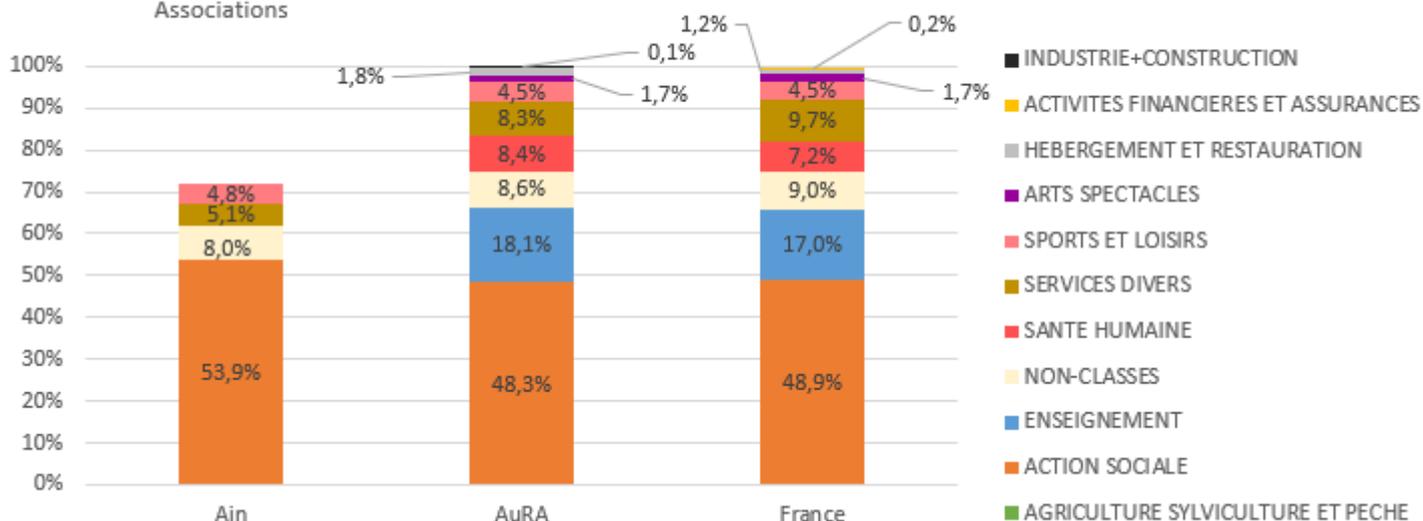
La **CC Bugey Sud** se démarque par une part plus importante d'établissements dans les secteurs de l'action sociale et de l'enseignement.

La **CC Plaine de l'Ain**, quant à elle, compte une part plus importante d'établissements dans le secteur des arts/spectacles/sports/loisirs.

Et la **CA Bourg-en-Bresse** concentre plus d'établissements dans les secteurs non-classés, action sociale et services divers.

## Salariés par secteur

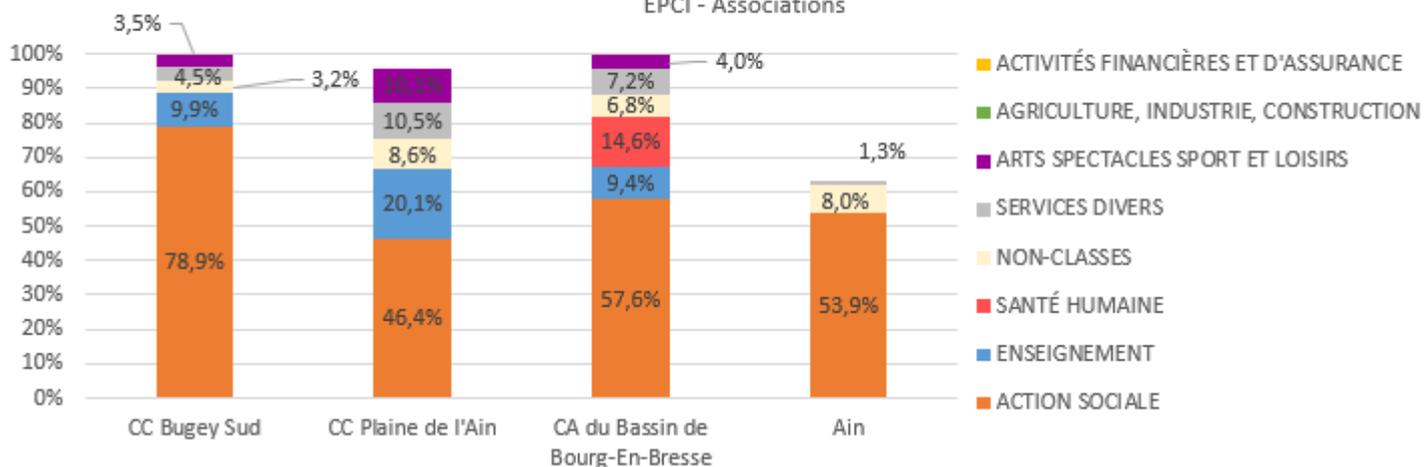
Associations



Concernant l'emploi associatif, une grande partie des données du département sont sous secret statistique. Mais on peut dire que les postes se concentrent principalement dans le secteur de l'action sociale avec plus de 50% des postes, et de manière plus importante que sur la région ou la France (6 points de plus).

## Salariés par secteur

EPCI - Associations

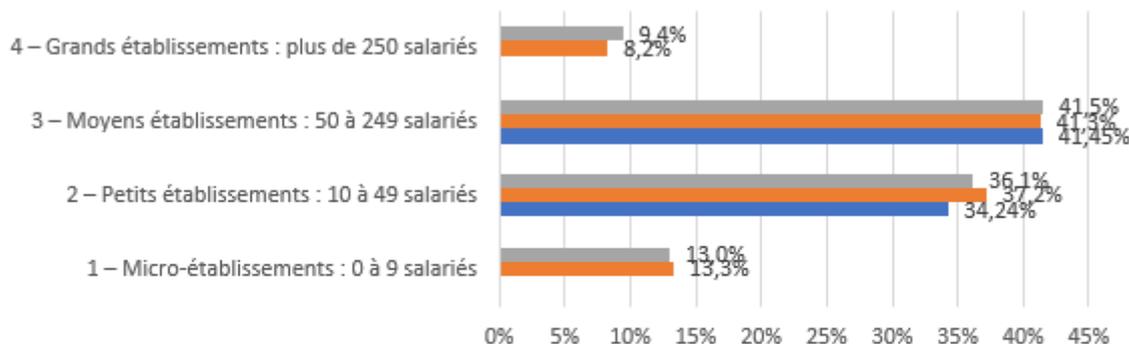


Salariés	CC Bugey Sud	CC Plaine de l'Ain	CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	Ain
ACTION SOCIALE	877	576	4 584	9 052
ENSEIGNEMENT	110	250	749	s
SANTÉ HUMAINE	0	s	1 163	s
NON-CLASSES	35	107	540	1 339
SERVICES DIVERS	50	131	576	218
ARTS SPECTACLES SPORT ET LOISIRS	39	125	317	s
AGRICULTURE, INDUSTRIE, CONSTRUCTION	0	s	s	s
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	0	0	s	s
<b>TOUS SECTEURS</b>	<b>1 111</b>	<b>1 242</b>	<b>7 953</b>	<b>16 806</b>

Concernant les EPCI, c'est bien évidemment également le secteur de l'action sociale le plus représenté. La **CC Bugey Sud** se démarque ainsi fortement avec une part d'emplois associatif de 79% dans ce secteur. La **CC Plaine de l'Ain**, quant à elle, compte une part plus importante d'emplois dans les secteurs de l'enseignement, des services divers et des arts/spectacles/sports/loisirs. Concernant la **CA du Bassin de Bourg-en-Bresse**, cela concerne également plus le secteur de la santé humaine.

## Salariés par taille d'établissements

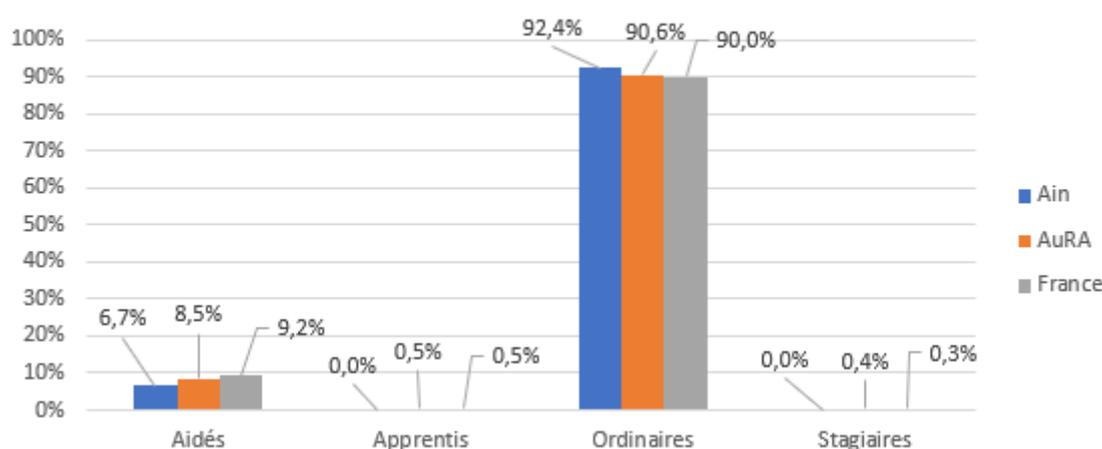
### Associations



	1 – Micro-établissements : 0 à 9 salariés	2 – Petits établissements : 10 à 49 salariés	3 – Moyens établissements : 50 à 249 salariés	4 – Grands établissements : plus de 250 salariés
France	13,0%	36,1%	41,5%	9,4%
AURA	13,3%	37,2%	41,3%	8,2%
Ain		34,24%	41,45%	

Sur le département, les données concernant les grands et les micro établissements sont sous secret statistique, rendant l'analyse peu significative. La part des salariés dans les établissements de 10 à 49 salariés est légèrement plus petite (2 à 3 points de moins) ; celle dans les établissements de 50 à 249 salariés est semblable.

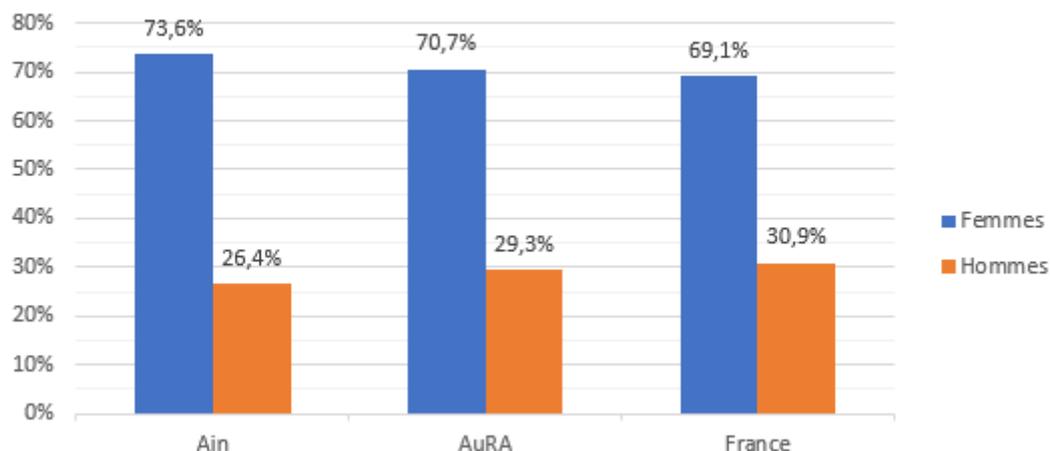
### Répartition des emplois par type de contrat - Associations



Concernant les types de contrat dans les associations, la répartition est légèrement différente sur le département de l'Ain, avec un petit peu moins de contrats aidés (entre 2 et 3 points de moins) et donc un petit peu plus de contrats ordinaires.

### Répartition par sexe

#### Associations



L'emploi associatif se caractérise par un emploi largement féminin avec près de 74% de femmes pour 26% d'hommes. C'est 3 points de plus que pour l'ensemble des structures ESS. Ce qui est légèrement plus que pour la région ou la France (entre 3 et 4 points de plus).



### Répartition par sexe selon le secteur



Source : INSEE CLAP 2015

Tout comme pour l'ensemble de l'ESS, nous retrouvons une part plus importante d'hommes dans les secteurs de l'agriculture/ industrie/ construction, mais pour le reste des secteurs ce sont les femmes qui sont majoritaires. Nous les retrouvons évidemment en plus grand nombre dans les secteurs de l'action sociale, de la santé humaine, et de l'enseignement.

### Répartition par CSP Associations



Source : INSEE CLAP 2015

Les associations du département, comme pour l'ensemble de l'ESS, comptent également une part plus importante d'employés et de professions intermédiaires, tout comme pour la région et la France, mais dans une plus grande mesure pour les employés (8 et 10 points de plus). La CSP la moins représentée est celle des ouvriers et non des cadres, et elle est un petit moins importante qu'au niveau régional ou national (2 et 3 points de moins).

### Données RNA (Répertoire Nationale des Associations):

Total	Actives	Actives +10 ans	Création 2020
17 825	16 135	11 346	472

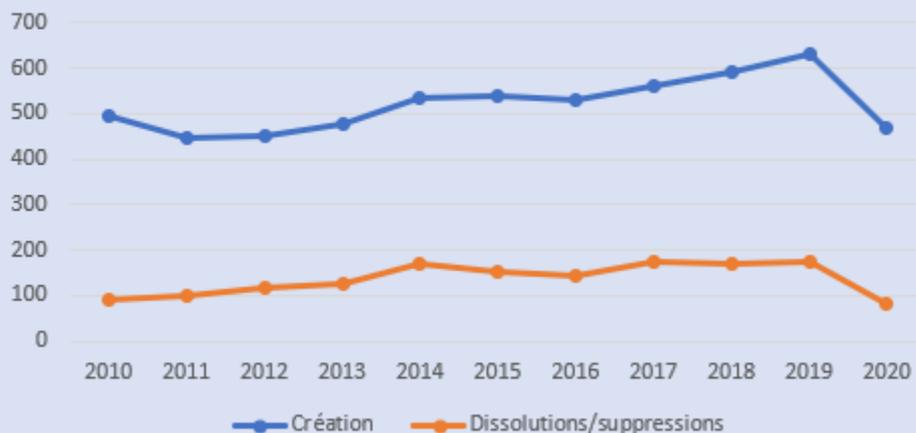
Pour rappel, 17 825 associations (employées et non employées) sont répertoriées sur le département de l'Ain en décembre 2020, dont 16 135 sont actives ; 11 346 associations sont actives depuis plus de 10 ans. 472 associations se sont créées l'année dernière en 2020.

Depuis 2010, 520 associations se créent par an en moyenne. Les créations ont connu un pic en 2009 (529) et en 2019 (630).

A l'inverse, depuis 2010, 136 associations ont été dissoutes ou supprimées par an en moyenne et cela augmente régulièrement.

Ainsi, il y a près d'1 disparition pour 4 créations.

Evolution des créations/dissolutions  
Associations



Nous pouvons observer que les deux courbes suivent quasiment les mêmes tendances – et qu'une baisse est constatée pour les deux sur l'année 2020.

	Etablissements	Salariés	Part coop/ensemble ESS		Part coop EPIC/ensemble coop dpt	
			Etablissements	Salariés	Etablissements	Salariés
<b>Ain</b>	<b>192</b>	<b>1 975</b>	<b>10,0%</b>	<b>10,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>CC Bugey Sud</b>	7	42	7,1%	3,3%	3,6%	2,1%
<b>CC Plaine de l'Ain</b>	10	72	4,9%	5,3%	5,2%	3,6%
<b>CA du Bassin de Bourg-En-Bresse</b>	83	1 348	12,1%	14,0%	43,2%	68,3%

Source : INSEE FLORES 2017

Les coopératives sont en plus grand nombre sur la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse, puisque plus d'1 coopérative sur 3 du département s'y trouve. Et bien évidemment, la part des coopératives par rapport à l'ensemble des entreprises de l'ESS est plus importante également sur la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse.

Coopératives	165
Dont SCOP	18
Dont SCIC	8

Source : SIRENE janvier 2020

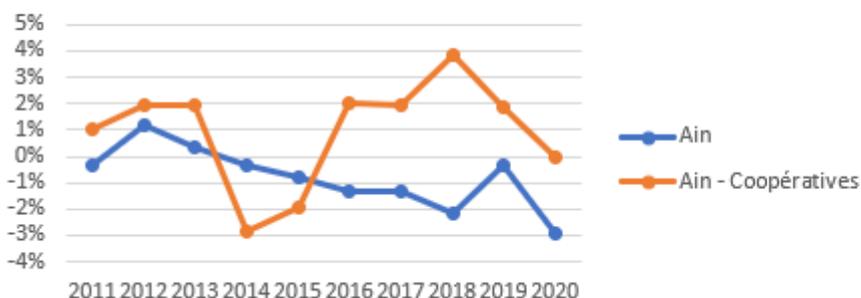
Société coopérative agricole	44
Coopérative d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA)	29
Société d'assurance à forme mutuelle	22
Autre SA coopérative à conseil d'administration	20
Autre SARL coopérative	10
SARL coopérative artisanale	8
SARL coopérative ouvrière de production	8
Société civile d'intérêt collectif agricole (SICA)	7
SA coopérative de production de HLM à conseil d'administration	5
Autres	12

Comm. de gros céréales, tabac non manuf. et aliments pour bétail	26
Activités de soutien aux cultures	22
Autres assurances	19
Autres intermédiations monétaires	16
Location et location-bail de machines et équipements agricoles	8
Promotion immobilière de logements	6
Fabrication de fromage	5
Construction de maisons individuelles	4
Entreposage et stockage non frigorifique	4
Travaux de menuiserie bois et PVC	4
Autres (agriculture, commerce, construction, services administratifs, etc.)	51

## Evolution par statut

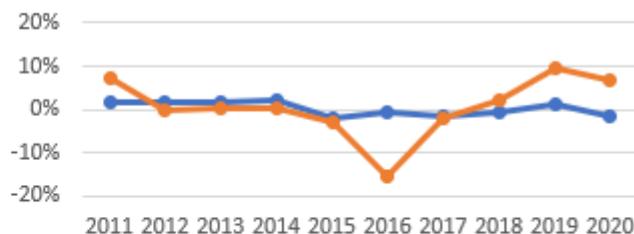
Evolution du nbr d'établissements - 2010/2020

Coopératives - Trimestre 4



Evolution de l'effectif salarié - 2010/2020

Coopératives - Trimestre 4



Les évolutions des coopératives se démarquent fortement des tendances de l'ensemble de l'ESS. Elles ont connu une forte baisse, de leur nombre d'établissements en 2014/2015, et de leur effectif salarié en 2016, pour connaître ensuite une forte évolution à la hausse dans les deux cas. Nous constatons cependant une baisse en 2020, suite à la crise sanitaire, mais qui reste positive.

	CC Bugey Sud	CC Plaine de l'Ain	CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	Ain
<b>Etablissements</b>				
2013	10	17	50	267
2015	10	20	93	256
2017	7	10	83	192
<b>Salariés</b>				
2013	69	141	409	1 879
2015	s	143	960	2 012
2017	42	72	1 348	1 975

2013-2017	CC Bugey Sud	CC Plaine de l'Ain	CA du Bassin de Bourg-En-Bresse	Ain
<b>Etablissements</b>	-30,0%	-41,2%	66,0%	-28,1%
<b>Salariés</b>	-39,1%	-48,9%	229,6%	5,1%

NB : les données 2014 ne sont pas disponibles

Attention, les chiffres sur ces territoires étant petits, la traduction en pourcentage est délicate et peu significative. Et d'ailleurs, nous observons qu'il est difficile d'établir une tendance, car cela oscille entre baisse et augmentation. Sur la CC Bugey Sud, on peut toutefois noter que les chiffres sont plutôt à la baisse. Et cela est encore plus important sur la CC Plaine de l'Ain. Il serait intéressant de savoir si une coopérative a fermé en 2015/2016 ou si c'est un changement de statut d'une entreprise.

On peut faire à peu près le même constat sur l'ensemble du département concernant le nombre d'établissements. A l'inverse, la CA Bourg-en-Bresse connaît une forte augmentation du nombre de salariés en coopératives.

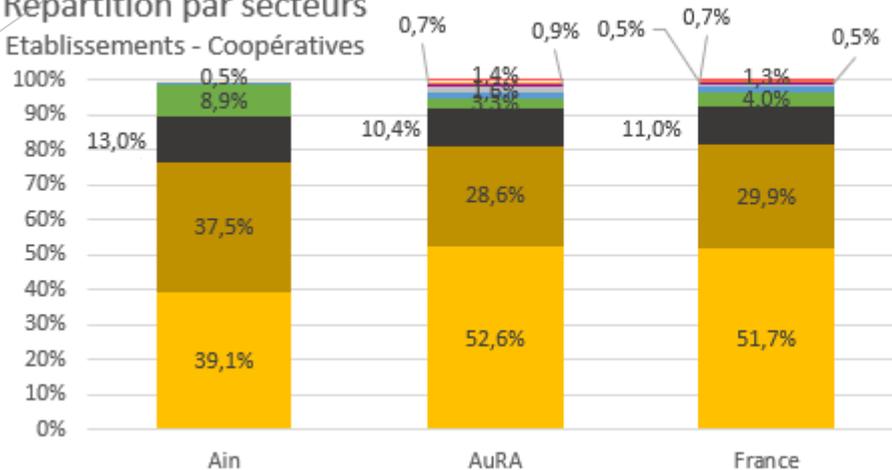
Ces fortes disparités s'expliquent peut-être alors par le changement de méthode de collecte des données par l'INSEE entre les millésimes 2015 et 2017.

## Répartition des secteurs d'activités

NB : les données ne sont pas disponibles pour les EPCI.

### Répartition par secteurs

#### Etablissements - Coopératives

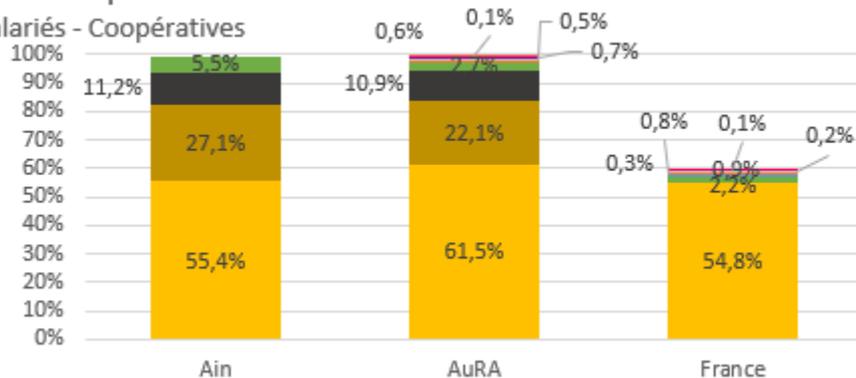


Etablissements	Ain	AuRA	France
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	39,1%	52,6%	51,7%
SERVICES DIVERS	37,5%	28,6%	29,9%
INDUSTRIE+CONSTRUCTION	13,0%	10,4%	11,0%
AGRICULTURE SYLVICULTURE ET PECHE	8,9%	3,3%	4,0%
ENSEIGNEMENT	0,5%	1,6%	1,3%
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	0,5%	1,4%	0,7%
ARTS SPECTACLES	0,0%	0,9%	0,5%
ACTION SOCIALE	0,0%	0,7%	0,5%
NON-CLASSES	0,5%	0,2%	0,1%
SANTE HUMAINE	0,0%	0,2%	0,2%
SPORTS ET LOISIRS	0,0%	0,2%	0,1%

Sur le département, les coopératives se concentrent en majorité dans le secteur des activités financières et d'assurance (39%), mais de manière moindre que sur le niveau régional ou national (12 points d'écart). Les coopératives dans le secteur de l'agriculture/industrie/construction sont par contre plus nombreuses (5 à 6 points de plus), ainsi que celles dans les services divers (10 points de plus).

### Répartition par secteurs

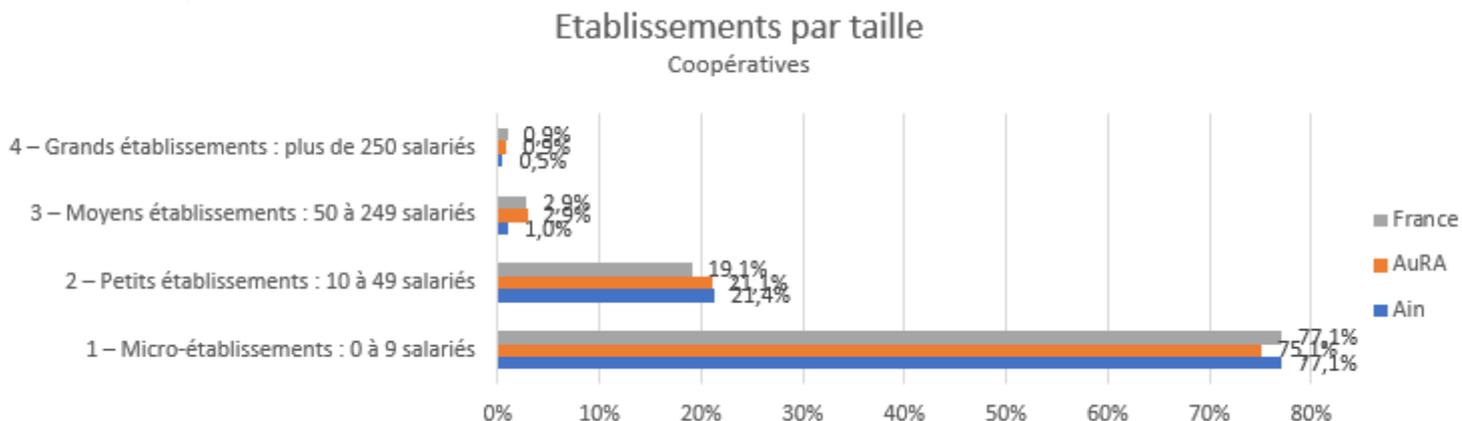
#### Salariés - Coopératives



Salariés	Ain	AuRA	France
NON-CLASSES	s	s	s
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	55,4%	61,5%	54,8%
SERVICES DIVERS	27,1%	22,1%	s
INDUSTRIE+CONSTRUCTION	11,2%	10,9%	s
AGRICULTURE SYLVICULTURE ET PECHE	5,5%	2,7%	2,2%
ENSEIGNEMENT	s	s	0,9%
ACTION SOCIALE	0,0%	0,6%	0,8%
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	s	0,5%	0,2%
ARTS SPECTACLES	0,0%	0,7%	0,3%
SANTE HUMAINE	0,0%	s	0,1%
SPORTS ET LOISIRS	0	0,1%	s

Sur le département, 1 salarié sur 2 travaille dans une coopérative dans les activités financières et d'assurance. Ce qui est moins qu'au niveau régional (-6 points) mais égal au niveau national. Nous retrouvons cette fois les salariés en plus grand nombre dans les secteurs des services divers (+5 points), de l'industrie/construction et de l'agriculture.

## Analyse de l'emploi

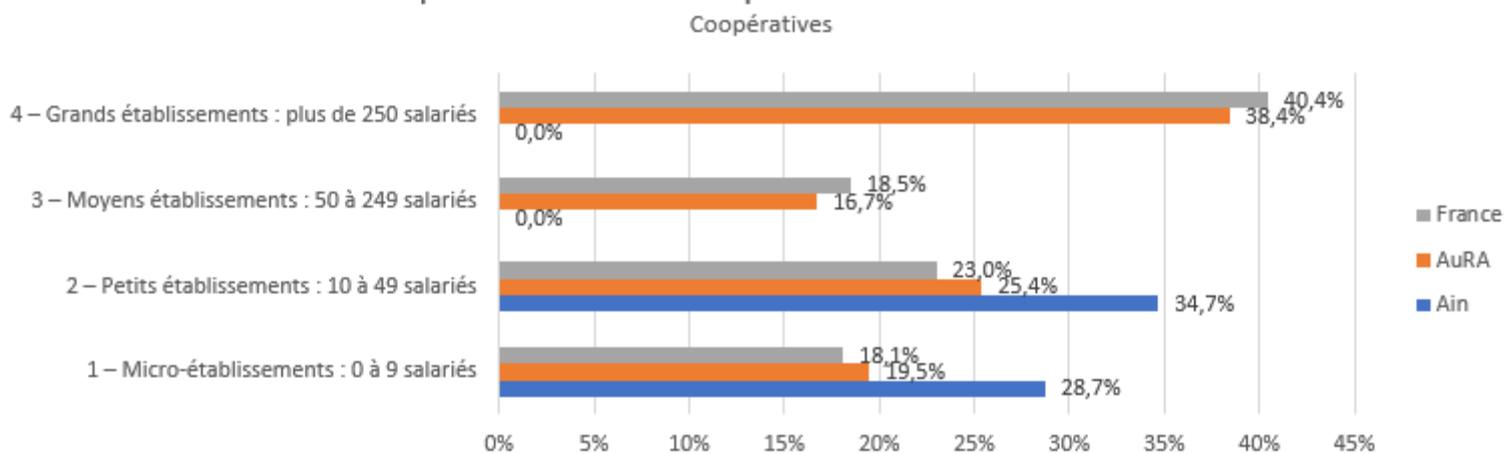


Sur le département, les coopératives se retrouvent en majorité au sein des micro-établissements, de manière égale au niveau national et légèrement plus qu'au niveau régionale (2 points de plus).

Nous les retrouvons aussi en plus grand nombre au sein des petits établissements, et cette fois de manière égale à la région et légèrement plus que pour la France (2 points de plus).

Sur le département, les coopératives représentent moins des moyens et grands établissements (1 à 2 points de moins).

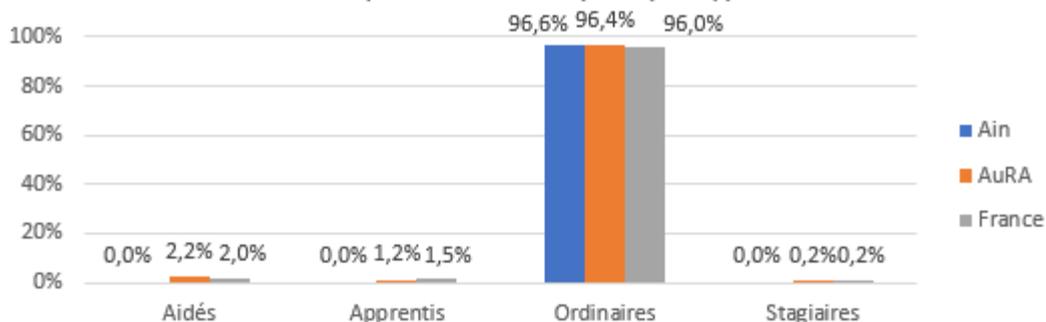
## Répartition des salariés par taille d'établissements



Concernant les effectifs salariés, les emplois se concentrent en priorité au sein des petits établissements et cela de manière bien plus importante que pour la région ou la France (entre 9 et 11 points de plus). C'est également le cas concernant les micro-établissements (entre 9 et 10 points de plus).

Les données concernant les moyens et grands établissements sont sous secret statistique.

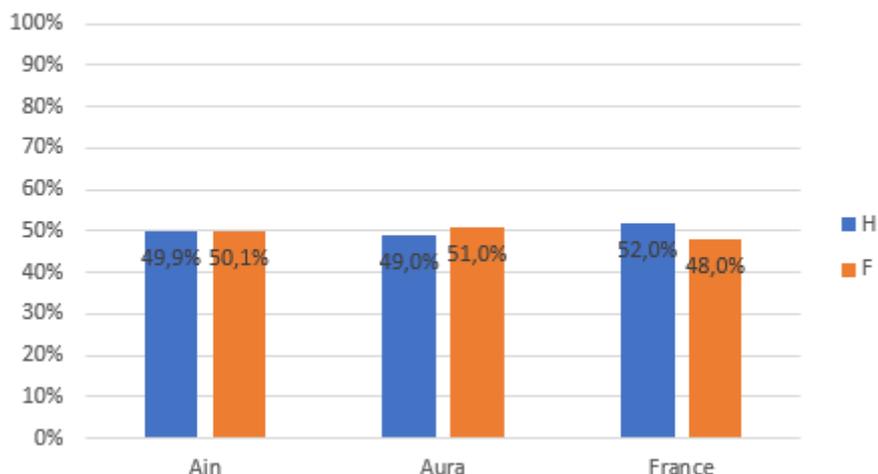
## Répartition des emplois par type de contrat



Les données départementales sont sous secret statistique concernant les contrats aidés, les apprentis et les stagiaires.

Ainsi, nous pouvons seulement observer que la part des contrats ordinaires, dans les coopératives, est presque identique au niveau régional ou national.

### Répartition des emplois par sexe



L'emploi dans les coopératives, à l'inverse de l'emploi associatif, se répartit de manière plus égalitaire, avec donc une très légère majorité de femmes. Au niveau régional la part des femmes est très légèrement supérieure et au niveau national ce sont les hommes.

NB : les données concernant la répartition par sexe et secteurs d'activités ne sont pas disponibles pour les coopératives.

### Répartition par CSP Coopératives

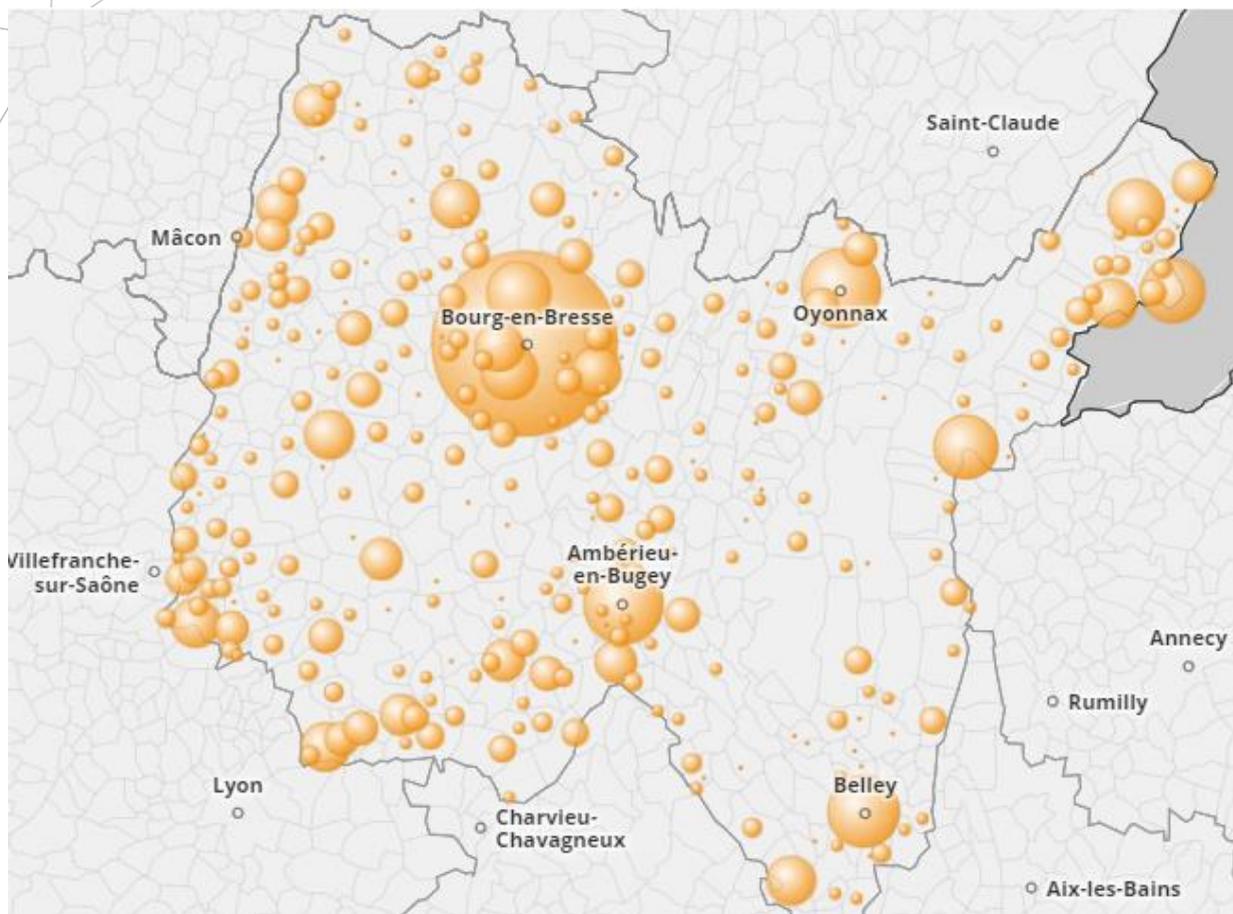


NB : les données concernant les CSP Cadres/professions intellectuelles supérieures/chefs d'entreprises et Ouvriers/non codés ne sont pas disponibles.

Tout comme pour la répartition par sexe, les coopératives connaissent les mêmes tendances que pour l'ensemble de l'ESS. Cependant, Nous pouvons toutefois noter que ce sont les employés les plus représentés à 29%, ce qui est légèrement moins que pour l'ensemble de l'ESS (4 points de moins) et bien moins que pour les associations (11 points de moins). Ensuite, ce sont les professions intermédiaires les plus présentes, cette fois légèrement en plus grand nombre que pour l'ensemble de l'ESS (6 points de plus).

# LES ENTREPRISES DE L'ESS

Répertoire SIRENE janvier 2020

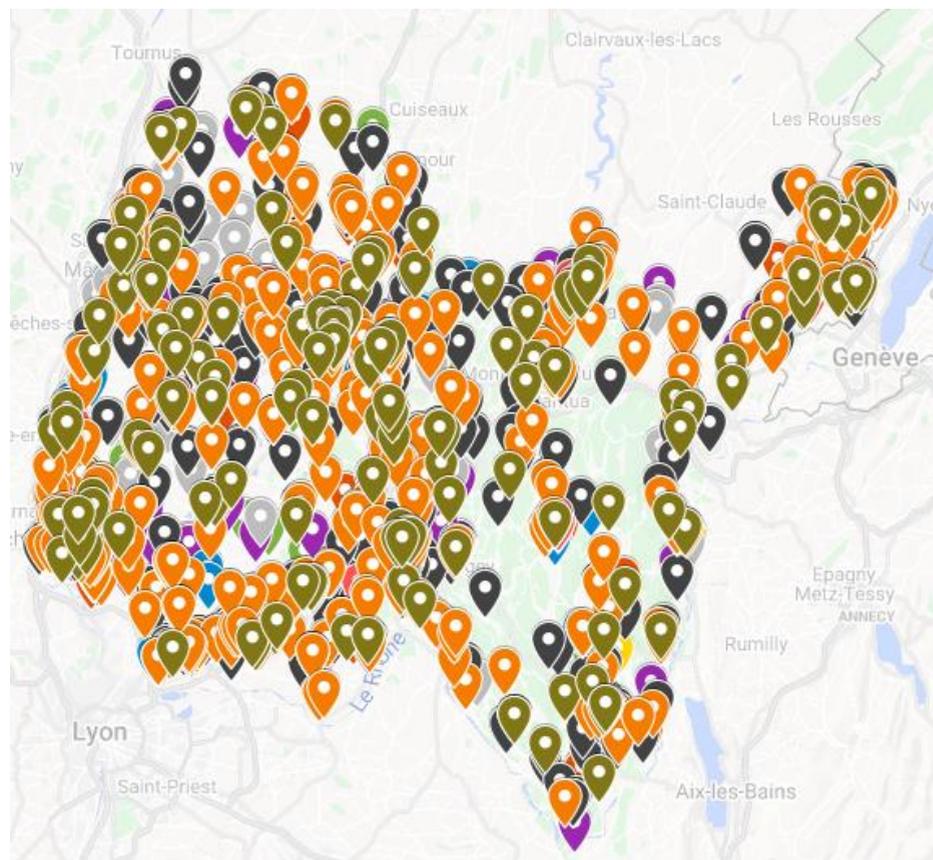


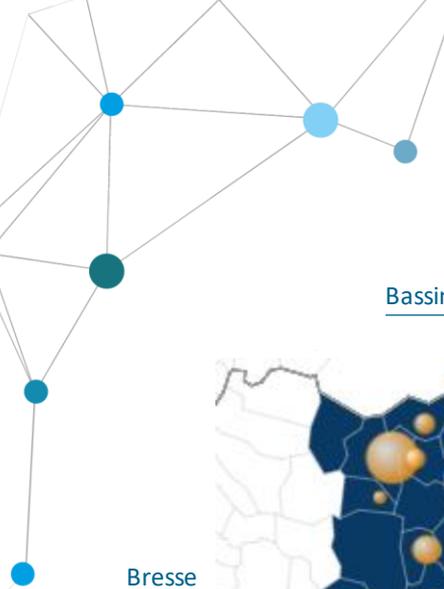
Retrouvez la liste dans le fichier joint

Et les cartes interactives ici :

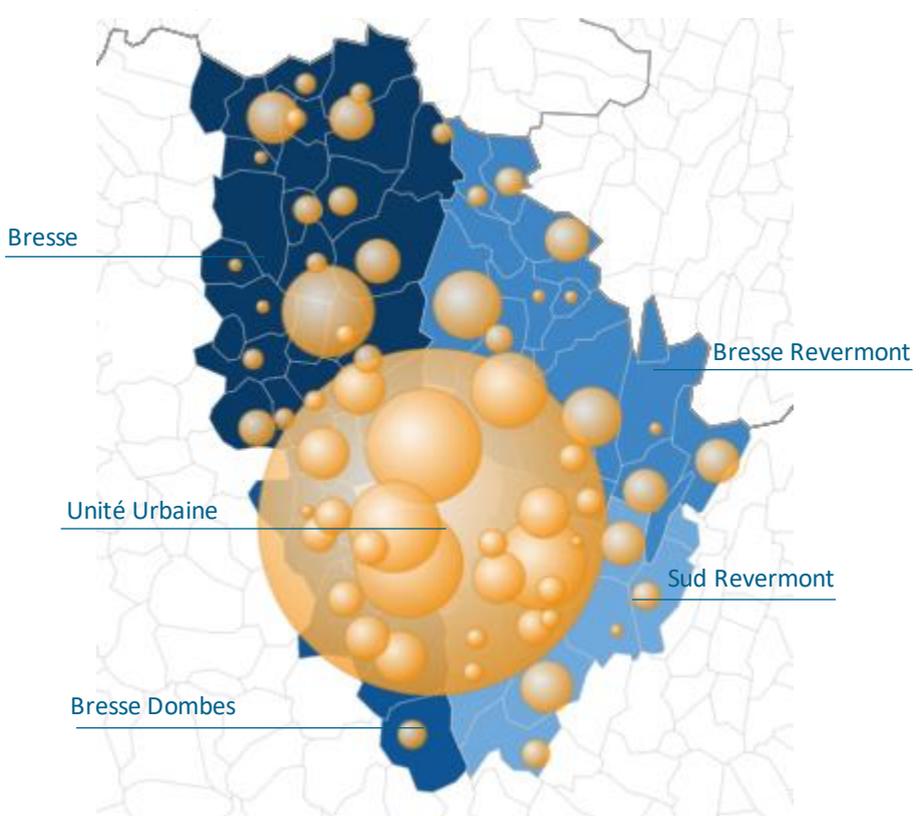
- [Département de l'Ain](#)
- [CA Bassin Bourg-en-Bresse](#)
- [CC Plaine de l'Ain et Bugey Sud](#)

-  Action sociale
-  Agriculture, industrie, construction
-  Arts et spectacles
-  Enseignement
-  Finances et assurances
-  Hébergement et restauration
-  Non classés
-  Santé humaine
-  Services divers
-  Sports et loisirs

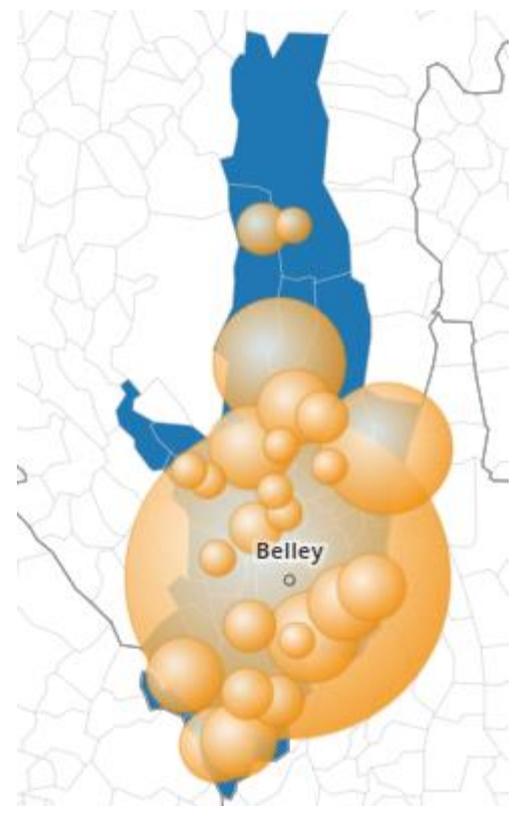




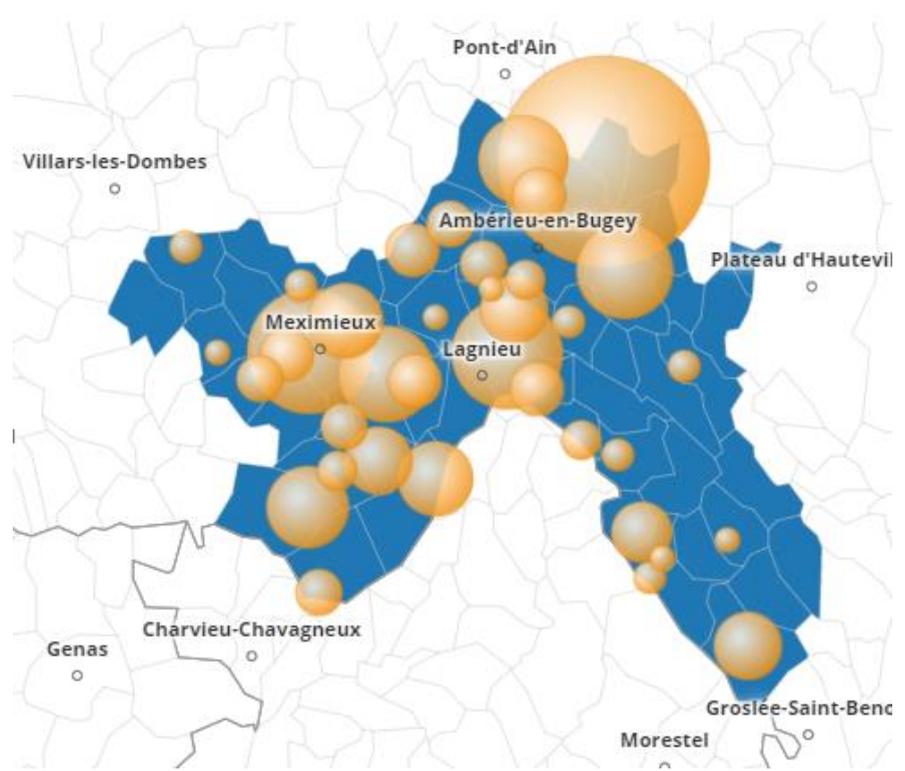
CA du Bassin de Bourg-en-Bresse



CC Bugey Sud



CC Plaine de l'Ain



# CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le moteur d'une économie responsable

Depuis la loi ESS de 2014, les Chambres Régionales de l'Économie Sociale et Solidaire sont les associations mandatées par l'État pour représenter tous les acteurs de l'ESS. Au nombre de 17 réparties sur l'ensemble du territoire français, elles sont regroupées autour d'une instance nationale : ESS France, qui répond à leur besoin de structuration et favorise une meilleure reconnaissance de leurs actions au niveau national.

La CRESS AuRA - née de la fusion des CRESS Auvergne et Rhône-Alpes et d'une volonté commune de leurs administrateurs de mutualiser compétences et savoir-faire - fédère, représente et accompagne l'ensemble des acteurs de l'ESS autour du déploiement de l'Économie Sociale et Solidaire en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour cela, elle intervient sur 3 axes majeurs :

- Politique : en représentant les intérêts des acteurs de l'ESS auprès des institutions publiques pour les intégrer dans leur stratégie de développement local
- Stratégique : en facilitant et dynamisant les coopérations territoriales
- Économique : en permettant aux structures de l'ESS d'élargir leurs réseaux et de dynamiser leurs projets à travers de l'accompagnement personnalisé, des rencontres d'affaires et des formations

En tant qu'acteur incontournable et véritable laboratoire régional des initiatives remarquables et de l'innovation sociale, la CRESS AuRA permet ainsi à chaque acteur de participer au mouvement de l'ESS et de confirmer son statut de pionnier de fabricant de solutions et d'écosystèmes innovants.

Implantée à Clermont-Ferrand et à Lyon, la CRESS AuRA est au plus près des territoires et des acteurs de l'ESS.

## OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Un travail d'information, d'analyse et de synthèse

L'observatoire de l'ESS permet d'exploiter et d'analyser les données de l'emploi dans l'ESS. L'enjeu pour la CRESS est de transformer cet outil statistique en un véritable outil de prospective au service de ses adhérents, des autres organisations de l'ESS et des collectivités impliquées dans le développement de l'ESS.

Dispositif de mesure et de suivi de l'ESS, il appartient au réseau des ORESS (Observatoires Régionaux de l'ESS) animés par les CRESS et de l'ONESS (Observatoire National de l'ESS) porté par ESS France.

Lieux de convergence et de mutualisation des travaux sur l'ESS, les observatoires s'appuient sur une méthodologie homogène, scientifique et cohérente entre les territoires afin d'assurer des services d'étude, de veille, d'aide à la décision et de prospective tant pour les acteurs et actrices de l'ESS (réseaux, fédérations, entreprises) que pour les pouvoirs publics.

Les productions alimentent la stratégie et le plaidoyer en faveur de l'ESS, contribuent à la connaissance et promotion de l'ESS et appuient le développement des entreprises. Elles prennent la forme de notes, d'études, de panoramas et diagnostics territoriaux. Les thématiques d'études portent sur la conjoncture de l'emploi, les métiers et compétences dans l'ESS, l'égalité femmes-hommes, les secteurs et filières, le suivi des politiques et dispositifs publics ou encore la place de l'ESS dans les territoires.



**Site de Clermont-Ferrand - Siège social :**

3, rue Colbert - 63000 Clermont-Ferrand

**Site de Lyon - Siège administratif :**

11, rue Auguste Lacroix - 69003 Lyon

**Tél :** 04 78 09 11 97

**Mail :** [info@cress-aura.org](mailto:info@cress-aura.org)

**> Pour en savoir plus sur la CRESS AuRA :**  
[cress-aura.org](http://cress-aura.org)

**> Pour suivre l'actualité de l'ESS en région :**  
[auvergne-rhone-alpesolidaires.org](http://auvergne-rhone-alpesolidaires.org)